



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 29 JANVIER 2025 - N° 1293 - 55^e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

Captain America

« **L**e déclin de la France est terminé » : qui oserait le déclarer sans encourir le ridicule ? C'est pourtant ce qu'a fait sans sourciller le 47^e président des États-Unis pour son pays.

La France est conservatrice. Les États-Unis sont révolutionnaires. Ils reculent les frontières de la science autant que de l'espace, ils rebondissent de leurs faillites vers d'impossibles défis, ils vont et viennent d'un bord à l'autre avec des tête-à-queue sidérants comme celui du 20 janvier 2025 : « *Tout va changer et vite.* »

« *Dieu m'a sauvé pour une mission* » : tout le monde se gausse et s'esclaffe sauf les Américains. Qu'ils soient pour ou contre, ils « croient ». Les États-Unis sont une nation messianique, fondée comme telle, incarnée dans la déclaration d'indépendance qui sera célébrée en grande pompe pour son 250^e anniversaire en 2026 et dès aujourd'hui : « *destinée manifeste* », « *exceptionnalisme* », « *lumière sur la colline* ». C'est reparti.

On dit les Américains peuple a-historique. L'un des leurs avait même annoncé « *la fin de l'Histoire* », au moment même d'une poussée de messianisme, après la chute du mur de Berlin. Les présidents successifs n'ont pas bien su quoi faire de leur « victoire ». Trump, il y a huit ans, était moins sûr de lui. Tout a changé. Trump II est un nouvel homme avec une vraie vision et tous les instruments pour la mettre en œuvre.

« *Nous sommes tous Américains* », titrait un éditorialiste français au lendemain de l'attentat du 11 septembre 2001 à New York. Personne ne s'y est risqué un quart de siècle plus tard, ce qui n'empêche pas beaucoup, à travers le monde, d'y songer, d'en rêver, surtout là où rien ne change et où il n'existe pas d'alternative.



Les partis et fractions de gauche n'ont pas de programme. Mais elles font des paris dans un climat de méfiance généralisée.

Avec Olivier Faure, les socialistes ont tendu la main à François Bayrou en ne votant pas la censure et c'est François Hollande qui a récupéré la mise dans les médias. L'ancien président veut revenir à l'Élysée en battant Jean-Luc Mélenchon – mais la jeune génération socialiste parie qu'il se prendra les pieds dans le tapis.

La France insoumise parie qu'elle peut maintenir sa domination sur ses alliés en faisant du

chantage électoral lors des municipales et des futures législatives mais elle prend ainsi le risque d'un discrédit aggravé.

Absorbés par leurs calculs tactiques, les partis de gauche ne se soucient ni des attentes de leurs électeurs, ni de la défiance générale qui entoure ceux qui gouvernent ou qui ont gouverné. **L'article de B. La Richardais en pages 2 et 3.**

L'intrigant Monsieur Musk

L'homme le plus riche du monde échappe aux catégories politiques européennes. Il transcende l'espace et le temps.

Certains voulaient être le Reagan, le Clinton ou l'Obama français. C'est maintenant Elon Musk qui fascine. Avant de le vouer aux gémonies ou de chercher à l'imiter, il faut comprendre qu'il n'est ni le chef d'une « nouvelle internationale réactionnaire », comme le croit Macron, ni un libertarien, encore moins un national-conservateur.

Elon Musk, c'est de la science-fiction qui s'incarne. Contre la vieille extrême droite enracinée, le capitalisme rhénan, l'impérialisme britannique et le capitalisme immobilier – celui de Trump –, c'est le prophète des identités nouvelles et des réseaux planétaires, déjà projeté dans l'espace intersidéral. **L'article d'Yves La Marck en pages 7.**

Dans ce numéro :

Page 3 : Urgence Mayotte.

Page 5 : La fiction du marché de l'électricité.

Page 8 : La Géorgie sous pressions extérieures.

Page 12 : La nébuleuse écologique (4) : les associations.

Page 15 : Le phénomène Donald Trump.

Page 16 : Des écrivains sous occupation.

Page 20 : Éditorial : Une fraternité effective.



François Hollande et François Bayrou. Leur vieille complicité débouchera-t-elle sur un budget ?

Gauches

Chacun prend son risque

par B. La Richardais.

Par son refus de censurer le gouvernement, le Parti socialiste a choisi de s'éloigner du Nouveau Front populaire, sans rompre tout à fait. Désunies sur le fond, les gauches sont placées devant des choix tactiques qui sont tous périlleux. Le vote du budget sera un moment de vérité.

Le Nouveau Front populaire n'a jamais été autre chose qu'une alliance dictée par les circonstances, dans laquelle toutes les composantes ont trouvé leur avantage sous la forme de groupes parlementaires importants. Les stratégies ont ensuite divergé. La France insoumise vise une élection présidentielle anticipée et un second tour qui mettrait face à face Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen. Le Parti socialiste est au contraire porté à suivre sa pente idéologique et à rejoindre le bloc oligarchique pour y reconstituer son aile gauche. Le Parti communiste est obligé de suivre Jean-Luc Mélenchon qui peut obtenir le départ du député communiste de La Réunion, ce qui entraînerait la dissolution du groupe parlementaire. Les Écologistes sont comme d'habitude divisés et cherchent leur chemin.

En décidant de négocier avec le Premier ministre, la direction socialiste accompagnée des dirigeants écologistes et communistes a clairement annoncé qu'elle amorçait une manœuvre sans se soucier des réactions prévisibles de La France insou-

mise. De fait, Jean-Luc Mélenchon a eu beau tempêter et menacer, les socialistes ont décidé de ne pas censurer le gouvernement après la médiocre déclaration de politique générale de François Bayrou. En contrepartie, ils ont obtenu des avantages dont ils peuvent se flatter auprès de leur électorat : ouverture de discussions sur les retraites, pas de gel des pensions, ni d'augmentation des taxes sur l'électricité, abandon du projet des trois jours de carence dans la fonction publique et du déremboursement des consultations médicales, annulation du plan de suppression de 4000 postes dans l'Éducation nationale... Au total, quatorze mesures ont été accordées par Matignon, pour un coût très limité. François Bayrou a sauvé sa tête et le Parti socialiste peut se réjouir d'être revenu au centre du jeu parlementaire, en phase avec une large partie de son électorat qui est hostile à la radicalité mélenchonienne. C'est là le début d'une partie qui est risquée pour tous les protagonistes.

Jean-Luc Mélenchon dispose de l'arme du chantage. Les élections municipales

approchent et La France insoumise peut présenter des candidats dans de grandes villes tenues par les socialistes – Reims, Nantes, Lille, Montpellier, Marseille – afin de compromettre leur réélection. Pour les prochaines législatives, LFI peut également rappeler à maints députés socialistes qu'ils doivent leur siège aux voix insoumises.

En choisissant la voie du recentrage, le Parti socialiste prendrait un risque électoral sérieux et le débat interne est loin d'être tranché. Mais Jean-Luc Mélenchon peut aussi, comme tant de redoutables tacticiens, faire des erreurs de calcul. Malgré le fort taux d'abstention, les récentes élections législatives partielles dans les Ardennes et en Isère esquissent une tendance électorale qui n'est pas favorable à La France insoumise, championne des réactions de rejet dans les intentions de vote. Voilà qui ne prédispose pas le vieux tribun à devenir le recours de la gauche face à un « péril fasciste » remarquablement imaginaire.

La stratégie Hollande. – Toujours habile à saisir sa chance quand tout paraît perdu, François Hollande a prestement récupéré la négociation menée par Olivier Faure et clamé à tous vents que les socialistes ont « la clé jusqu'en 2027 » puisqu'ils constituent le « pôle central au sein de l'Assemblée nationale puisque rien ne peut se faire sans eux ni contre eux ». L'homme se croit capable de remporter la prochaine présidentielle en rassemblant la gauche

réformiste et assez d'anciens électeurs macroniens pour dépasser Jean-Luc Mélenchon au premier tour.

Le calcul n'est pas déraisonnable, mais François Hollande est loin de faire l'unanimité dans son parti. Il y a bien sûr le jeu des ambitions qui sont compréhensibles : la jeune génération voudrait éviter un nouvel affrontement entre deux vieux acteurs marqués par les défaites. Il y a aussi la profonde inquiétude qui taraude certains dirigeants socialistes. Si le Parti socialiste vote le prochain budget, il sera considéré à juste titre comme l'allié objectif de François Bayrou – qui a d'ailleurs appelé à voter Hollande en 2012 – et il n'est pas sûr que le Premier ministre s'empresse de donner des gages aux socialistes, en raison des pressions conjuguées des milieux patronaux, des groupes financiers qui tiennent la presse et de la droite parlementaire.

Entre trois risques – la soumission à Mélenchon, l'affrontement avec les candidats de La France insoumise, le ralliement au bloc central –, les socialistes auront à faire un choix difficile lors du vote du budget.

Quelle que soit leur décision, les gauches, les droites et le centre se trouvent sans programme salubre face à la crise économique et sociale qui prend de l'ampleur. Alors qu'on constate une multiplication des défaillances d'entreprise, l'augmentation du chômage et le plafonnement des créations d'entreprises, un budget d'austérité, même réduite par divers compromis, viendra accélérer les logiques négatives. Tous les partis de gouvernement, actuels ou potentiels, se trouvent dans les impasses que nous avons maintes fois dénoncées. Sauf le Rassemblement national qui cultive des illusions avec efficacité puisqu'il n'a jamais eu à faire ses preuves.

Dans leur ensemble, les partis se contentent de gérer leurs rentes de situation, qu'ils cherchent à arrondir par divers calculs. Ils oublient que les électors sont beaucoup plus volatils que par le passé et que les votes sont moins d'adhésion que de rejet. C'est l'ensemble du système partisan qui est fragile et pas seulement la gouvernance Bayrou. ■

Urgence Mayotte

L'essentiel reste à faire

Le cyclone Chiro à Mayotte aura eu au moins trois effets bénéfiques : celui de réveiller tout le monde, de montrer l'état désastreux dans lequel se trouve l'île, et d'en décrire les causes.

Il faut bien reconnaître que le panorama dévoilé montre une situation très difficile et une série de problèmes et de contraintes fortes, quels qu'en soient les responsables. Ces situations sont à l'origine des manifestations et émeutes qui ont secoué la population ces dernières années : une économie en situation de monopole, comme aux Antilles (manifestations contre le coût de la vie, 2011); des infrastructures insuffisantes et/ou en mauvais état (émeutes de l'eau, en 2016 et 2017); la faiblesse des pouvoirs publics devant les désordres (manifestations contre la violence, 2018, 2020); l'incapacité à réagir contre les flux migratoires clandestins (émeutes de 2023 contre l'immigration). À cela s'ajoute la mauvaise volonté du voisin, les Comores, dont le président Azali Assoumani (élu frauduleusement en 2024) résout ses propres problèmes en accusant la France, avec l'appui de l'ONU (une vingtaine de résolutions donnant Mayotte aux Comores, de 1974 à 1994) et le soutien financier et politique, plus récent, de la Russie.

L'État a donc dû agir, et un plan en trois lois successives a été présenté par Manuel Valls, ministre des Outre-mer. La première loi, dite de « sauvetage », a été votée immédiatement après le passage du cyclone. Une deuxième loi, dite de « reconstruction » vient d'être votée le 22 janvier. Elle concerne, comme son nom l'indique, les activités nécessaires à la remise en état du Département. Enfin une troisième loi, dite « refondation » sera examinée dans quelques mois, probablement en avril prochain.

Si la première loi n'a pas donné lieu à critiques, puisqu'il s'agissait d'agir dans l'urgence, les suivantes sont plus discu-



Estelle Youssouffa. Infatigable députée de Mayotte-la Française

tables. Il faudra en particulier s'intéresser très attentivement à la troisième, qui a pour vocation d'établir un cadre pour le développement à long terme de l'île : nous le ferons quand le projet définitif sera publié.

La loi de reconstruction a été votée à la quasi-unanimité, mais ne fait pas pour autant consensus : « Cette loi d'urgence pour Mayotte n'est qu'un début, un texte technique qui n'est qu'une amorce pour la reconstruction », selon la députée mahoraise (Liot) Estelle Youssouffa. Il a bien fallu donner un cadre législatif pour permettre la mise en place d'aides aux particuliers et aux entreprises par des facilités fiscales ou des allègements de cotisations ; et de déroger à des règles d'urbanisme pour faciliter le financement de la reconstruction. Mais elle introduisait aussi quelques articles litigieux qui ont été refusés, comme celui permettant « l'expropriation définitive d'emprises foncières à Mayotte » sous prétexte de faciliter la reconstruction. On peut soupçonner l'État d'avoir profité de l'urgence pour tenter de faire passer en catimini des articles d'un autre projet de loi, rejeté en 2022 par les élus mahorais.

Enfin, elle présente un certain nombre de décisions lunaires, comme l'encadrement de la vente de tôle sur l'archipel ! Pour Manuel Valls, « laisser la tôle en vente libre », c'est « la garantie d'un retour » des bidonvilles. Autrement dit : pour éliminer les bidonvilles, inutile de construire un habitat décent, il suffit d'interdire la tôle ondulée. Cette stratégie du « yaka » est d'ailleurs appliquée partout : plutôt que d'accélérer la restauration des établissements scolaires, yaka envoyer les élèves

Sur le mur de Jean Chouan

DONC, C'EST COMME D'HABITUDE : LFI/MÉLUCHE VISE LA PRÉSIDENTIELLE, LE PS VEUT GOUVERNER, PEU IMPORTÉ AVEC QUI, LES ÉCOLOGISTES NE SAVENT PAS CE QU'ILS VEULENT ET LE PC EST TROP PETIT POUR CHOISIR.

DU COUP, BAYROU PEUT FAIRE CE QU'IL FAIT LE MIEUX : RIEN ! IL PREND ÇA POUR DE LA HAUTE SAGESSE POLITIQUE, LES FRANÇAIS VONT ADORER...

CERTAINS DISENT QUE MARINE EST SUBTILE, MAIS NON : LA GAUCHE N'A BESOIN DE PERSONNE POUR S'AUTODÉTRUIRE !



dans d'autres régions françaises (Réunion, métropole); au lieu de construire de toute urgence un deuxième hôpital, yaka acheminer les malades à la Réunion, etc. Ce n'est pas gagné, la reconstruction de Mayotte! ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

Les écologistes

Un parti en crise

Au sein du Nouveau Front populaire, les Écologistes, tiraillés entre socialistes et insoumis, peinent à conserver leur autonomie politique. La situation est d'autant plus délicate que le parti connaît un affaiblissement structurel.

Initialement, Marine Tondelier, actuelle secrétaire générale des Écologistes, joua un rôle considérable dans la constitution du NFP : c'est au siège de son parti que les différentes forces de gauche sont réunies en juin 2024 pour former une coalition en vue des législatives de 2024. Depuis, la réalité est toute autre : les Écologistes sont cantonnés à jouer aux équilibristes entre socialistes et insoumis. Alors que le groupe écologiste vote la motion de censure du gouvernement Bayrou aux côtés des insoumis, Marine Tondelier participe aux négociations avec le gouvernement sur le budget 2025 en compagnie d'Olivier Faure. Ce positionnement ambigu a au moins un mérite : révéler des désaccords stratégiques profonds.

En effet, deux lignes cohabitent péniblement. La cheffe des Écologistes privilégie un rapprochement avec le parti de la rose et l'îlot communiste tandis que Sandrine Rousseau ne cache guère sa proximité avec La France insoumise. Cette fracture profonde est d'autant plus dommageable que les municipales de 2026 approchent à grands pas. Lors des élections précédentes, le parti avait obtenu onze muni-

cipalités, contre seulement deux en 2014. Les Écologistes maintiendront-ils cet ancrage local dans les grandes villes? De son côté, Yannick Jadot est bien déterminé à en conquérir une autre : le sénateur écologiste a annoncé sa candidature à la mairie de Paris. Pour autant, les obstacles s'avèrent nombreux, y compris dans ses propres rangs. De multiples concurrents, certes moins connus, caressent la même ambition.

Au-delà des municipales, le parti est en crise, comme en témoignent les faibles résultats obtenus lors des élections précédentes. Dans le cadre des élections présidentielles de 2022, Yannick Jadot n'avait même pas obtenu 5 %, seuil nécessaire au remboursement de la campagne. De même, les Verts, lors des dernières européennes, élections où ils obtenaient autrefois d'excellents résultats, frôlèrent la Bérézina : le parti obtint péniblement 5,4 %.

Loin d'être une dynamique strictement nationale, le reflux de la vague verte s'observe dans de nombreux pays européens. En dépit de leurs spécificités, les différentes formations écologistes du Vieux

Continent ont au moins un trait commun : un socle électoral reposant sur une jeunesse bourgeoise, urbaine et diplômée. Dans le cas français, la chute des Écologistes est en grande partie le fruit de son positionnement politique. À l'instar des Grünen allemands, ils se sont opposés au nucléaire avec constance, ce qui apparaît rétrospectivement comme une erreur stratégique. À rebours de l'électorat populaire, considérant l'Union européenne comme le cheval de Troie de la mondialisation néolibérale, le parti de Marine Tondelier reste le chantre du fédéralisme européen. Enfin, beaucoup de mesures faites au nom de l'écologie se révèlent antisociales. Au sein des métropoles, la mise en place de zones à faibles émissions (ZFE) pénalise d'abord les classes populaires, qui n'ont pas les moyens d'acquiescer des véhicules aux normes. Surgit en définitive le paradoxe suivant : alors que les Français affirment de plus en plus s'intéresser à l'écologie, les formations politiques qui s'en réclament ne cessent de refluer. ■

LÉON LETELLIER.

La politique au crible

■ **Deux semaines décisives.** – Après le vote de non-censure du 14 janvier, la stratégie adoptée par l'équipe Bayrou pour faire adopter un budget pose question. Alors que le gouvernement ne pourra faire passer son texte qu'après 49-3 et donc au prix d'une nouvelle non-censure des socialistes, sauf à dépendre du bon vouloir du RN, on ne peut pas dire que les annonces des ministres du Travail et de la Santé, Astrid Panoșyan-Bouvet et Catherine Vautrin, sur une taxation des retraités ou sur une nouvelle journée de travail non rémunérée étaient du meilleur effet pour obtenir le soutien de la gauche.

De même, la présentation au Sénat, quelques jours avant le vote du Budget, d'une avalanche d'amendements d'économies (pour près de 5 milliards d'euros), sans aucune concertation préalable, a provoqué de sérieuses crispations, y compris au sein des groupes de droite et du centre. Résultat : le PS considère pour le moment que le compte n'y est pas pour éviter une censure. Au regard du calendrier budgétaire (la promulgation de la loi de finances est prévue fin février), il reste tout au plus deux semaines à Bayrou et à Lombard pour ficeler un accord avec la « gauche de gouvernement », tout en calmant l'exaspération croissante des LR. L'avenir du gouvernement Bayrou n'est pas encore écrit.

■ **Crédits militaires.** – Lors de ses vœux aux armées, le 20 janvier à Cesson-Sévigné, le chef de l'État a esquissé plusieurs revirements intéressants. « Notre allié américain affirme que l'on doit dépenser plus. Il a raison », ce qui devrait normalement se

traduire par une nouvelle hausse du budget de la Défense, au-delà de la loi de programmation votée en 2023. Ceux qui, comme nous, estiment que le bon niveau des crédits militaires devrait être de 3 % à l'horizon 2030, ne peuvent être que satisfaits de cette orientation mais demandent maintenant des actes. Emmanuel Macron a également reconnu l'échec du Service National Universel (gadget inutile dont le Sénat vient d'ailleurs d'annuler les crédits pour 2025) et plaidé pour que l'on reporte l'effort sur la montée en puissance de la réserve militaire, les 80000 réservistes prévus dans la LPM pour 2030 apparaissant nettement insuffisants. Il est dommage que ces bonnes intentions se soient accompagnées du plaidoyer habituel en faveur de la « défense européenne », au moment où la plupart de nos voisins s'apprentent à acheter massivement du matériel américain.

■ **Euthanasie.** – Une bonne décision à mettre à l'actif de François Bayrou qui a toujours été hostile à une loi ouvrant la voie à une aide à mourir et dépenalisant le suicide assisté : le gouvernement entend scinder le projet de loi fin de vie (en discussion au Parlement avant la dissolution) en deux textes distincts : l'un sur les soins palliatifs, sujet qui fait l'objet d'un large consensus, et l'autre sur l'aide à mourir, dont l'avenir est beaucoup plus incertain. Fureur du « lobby euthanasie » de l'Assemblée nationale, parmi lesquels la présidente Yaël Braun-Pivet et le rapporteur du texte initial, Olivier Falorni. Mais Bayrou semble vouloir tenir bon. Il sait qu'une majorité lui est acquise au Sénat ainsi qu'au sein des groupes de droite de l'Assemblée et qu'il a le soutien des soignants.

HUBERT DE MARANS.



Marine Tondelier. La stratégie d'« écologie populaire » n'a pas porté ses fruits.

WIKIPEDIA/SELBYMAY



PEXEL © SNAPWIRE.

Souveraineté

La fiction du marché de l'électricité

par Loïc de Bentzmann.

Nous avons à de nombreuses reprises dénoncé les méfaits pour le particulier et les entreprises du caractère purement spéculatif du pseudo « marché » de l'électricité fabriqué de toutes pièces par l'UE et la volonté forcée de cette dernière d'imposer le démantèlement d'EDF.

La plupart des marchandises sont stockables et, par conséquent, il y a une distinction à faire entre produire et consommer/utiliser. Quand l'industrie automobile produit moins de voitures qu'elle n'en vend, elle peut jouer sur le stock constitué dans une période antérieure où la tendance était inverse. Bien sûr, un stock a toujours un coût, mais il est aussi un amortisseur. Et tout outil permettant une gestion sécurisée garantissant de pouvoir faire face aux aléas a un coût au même titre qu'une assurance incendie.

L'électricité étant un bien présentant la spécificité (pour l'instant) de ne pas être stockable en très grandes quantités contrairement au pétrole et au gaz, elle ne dispose pas d'un tel amortisseur, et dès qu'une baisse de consommation apparaît, il faut immédiatement baisser la production d'un même volume. Dans cette circonstance, si l'électricité n'est conçue que dans le cadre d'un marché avec un grand nombre de producteurs et un grand nombre de consommateurs non coordonnés, le prix au jour le jour ne peut que « faire du yo-yo ». Il peut même devenir négatif, notamment pour les producteurs d'électricité renouvelable (solaire et éolien) qui doivent supporter des coûts d'arrêt des installations (éoliennes notamment) supérieurs aux pertes dues à un prix du marché inférieur aux coûts directs de production.

L'UE, dans sa volonté obsessionnelle de construction à marche forcée d'un illusoire marché de l'électricité, a donc institué des

règles autoritaires pour y parvenir : après des années de résistance, elle a mis en place l'ARENH (Accès régulé à l'énergie nucléaire historique). Il s'agit d'imposer à EDF la vente à prix réduit (voire à perte) d'une partie de l'électricité nucléaire produite, à des concurrents qui ne sont que de simples négociants d'électricité, c'est-à-dire qui ne produisent rien. Drôle de « concurrence libre et non faussée » qui pénalise fortement la France en raison de son électricité nucléaire décarbonée à 70 % et peu coûteuse à produire.

D'un autre côté, en 2024 en Europe, 44 % de l'électricité a été produite en renouvelable. Dans le cadre d'une transition indispensable vers des énergies non fossiles, ce chiffre pourrait être réjouissant. Mais c'est un trompe-l'œil : en effet, malgré les lourds investissements européens dans le renouvelable, la facture en importation d'énergies fossiles ne cesse d'augmenter et passe de 341 milliards d'euros en 2019 à 416 milliards en 2023. C'est là qu'il apparaît que la manière de consommer ces énergies renouvelables a été très mal conçue par Bruxelles. Ainsi, celle de la règle de la « priorité » des énergies renouvelables, qui implique l'effacement des autres producteurs devant celles-ci : s'il y a beaucoup de vent et beaucoup de soleil, alors le renouvelable devient prioritaire et les autres producteurs devront museler leur production. Ainsi, celle de l'intervention financière directe du Trésor qui s'oblige à compenser ou écrêter les revenus issus

de l'intermittence du renouvelable. Ainsi, celui des complexes contrats sur différence (CFD) qui, là encore, vont mobiliser le Trésor public.

Plus les énergies renouvelables se développent, plus se développe l'instabilité des prix. En effet, sans vent ni soleil, l'électricité devient rare et le prix connaît une brusque envolée. Un prix qui s'aligne sur les coûts de production – élevés – des centrales classiques dont celles qui fonctionnent au gaz. Et donc une envolée qui ne peut être facilement endiguée en raison des interconnexions insuffisantes à l'échelle de l'Europe. D'où une nouvelle proposition que l'on retrouve dans le rapport Draghi : celle d'un développement pharaonique, au coût gigantesque, des interconnexions entre les pays. L'investissement estimé et prévu par l'UE pour l'adaptation du réseau de transport de l'électricité se monte à 584 milliards d'euros d'ici 2030, soit à peu près 10 fois le montant prévu en France pour développer le parc nucléaire. Et plus les énergies intermittentes se développeront, plus il faudra développer les interconnexions. De quoi aboutir à un monstre énergétique : plus d'unités de production pour pallier l'intermittence et plus d'interconnexions pour y faire face à l'échelle du continent.

Un impératif : la gestion publique de l'électricité. – En termes de politique énergétique, il faut donc que la France rétablisse le monopole d'EDF en intégrant tout le renouvelable, y compris celui qui est produit à titre privé. Il ne s'agit pas de tout nationaliser mais d'intégrer dans un ensemble unique la gestion de l'électricité, comme ce fut le cas pendant plus d'un demi-siècle. Et ce qui doit disparaître est l'ensemble des fausses entreprises qui ne pratiquent que le simple négoce et la spéculation.

Il faut donc un EDF recapitalisé et désendetté, ayant reconstitué ses savoir-faire en matière de maintenance, de sécurité et de développement du parc nucléaire, et appliquant une planification stratégique permettant d'optimiser ses coûts et ses tarifs tout en laissant une place croissante et bien pensée au renouvelable.

Il faudra, entre autres questions, se demander quel est le devenir des acteurs privés qui produisent de l'électricité, et bien entendu le plus grand d'entre eux, TotalEnergies. Logiquement, ces entreprises n'auraient plus qu'un client (EDF) et seraient chargées d'une mission de service public. Une autre question importante est celle de la dé-financiarisation. Il est en effet évident que le retour du modèle EDF rend inutiles les bourses d'électricité et les pyramides financières qui se sont construites et ont essaimé sur tous les marchés financiers.

Enfin, il s'agira de mettre définitivement fin au funeste projet de démantèlement et de privatisation d'EDF porté obstinément et idéologiquement par la Commission européenne. ■

Économie numérique

Bruxelles-GAFAM : le torchon brûle

Depuis le rachat de Twitter par Elon Musk, les rapports entre Union européenne et GAFAM se sont distendus. Après la victoire de Donald Trump, c'est le dernier fidèle à Bruxelles, Mark Zuckerberg qui, par cynisme ou plutôt pragmatisme, a choisi d'abandonner l'UE pour complaire au nouveau locataire de la Maison-Blanche. L'UE se retrouve face à un dilemme : continuer sa lutte contre les GAFAM ou ménager Donald Trump ?

Tout a commencé donc lorsque Elon Musk a racheté Twitter en octobre 2022 et décidé que son nouveau réseau social, rebaptisé X, allait devenir entièrement libre et que tous les propos y avaient leur place. La précédente Commission européenne, représentée par Thierry Breton, avait alors interprété cette décision comme une potentielle atteinte aux règles européennes concernant la désinformation et la diffusion de la haine en ligne. En décembre 2023, la Commission engagea même une enquête contre le réseau de Musk. Mais, si l'arsenal réglementaire existe bien contre ce type d'abus, il est extrêmement complexe à mettre en œuvre et à contrôler : la législation européenne impose en effet aux plateformes de filtrer tous propos ou images allant jusqu'à la suppression et au blocage de l'auteur.

Jusqu'à présent, si on omet X, les grandes plateformes avaient choisi de respecter les règles européennes, avec, à l'avant-garde, Meta, société mère de Facebook qui agrège 3,5 milliards d'utilisateurs dans le monde. Ce n'est que début janvier, à la suite de l'élection de Trump, que le PDG de Meta, Mark Zuckerberg, a décidé de suivre la même logique qu'Elon Musk en supprimant tout processus de « *fake checking* » (vérification des faits assurée par des organismes désignés par l'opérateur) sur son réseau et en renvoyant les médias (journalistes et ténors) à un simple rôle de producteur de contenus.

Les plateformes avaient historiquement accepté de jouer le jeu vis-à-vis de l'UE afin d'éviter tous ralentissements dans leur conquête du marché européen. Elles ont décidé de ne plus s'y soumettre parce qu'elles disposent désormais d'une position hégémonique telle sur tous nos marchés. Leur lobbying le laisse d'ailleurs transparaître : elles ont cessé d'agir par la diffusion d'amendements via leurs relais au sein du Parlement ou de la Commission et cherchent tout au plus à ralentir l'évolution de la législation de l'Union. Alors que certains contentieux avaient laissé croire que l'UE pouvait gagner contre ces géants – on se rappelle le cas de TikTok Lite qui a été interdit sur le Vieux-Continent –, le rapport de force

n'est plus à l'avantage des Européens, car ces derniers sont devenus totalement dépendants des outils et produits qu'offrent ces plateformes. De ce fait, les choix et prises de positions des différents PDG se sont mus en démonstrations de force.

Les GAFAM, qui – rappelons-le – sont avant tout un outil dans les mains de Washington, ont logiquement suivi la voie tracée par le nouveau président américain dans ses rapports avec l'Europe. Finis les conciliabules avec Bruxelles, oubliés les consommateurs européens qui se retrouvent face à un flux constant d'« *infos* » à l'américaine sans filtre.

Après le vent de panique morale dont nos chers politiques se sont fait les porte-étendards, la réalité économique a vite repris le dessus. Ce n'est pas un hasard si Ursula von der Leyen vient de rappeler que les États-Unis resteraient le partenaire privilégié et que l'approfondissement des relations transatlantiques

perdurerait. Confirmant au passage par ces propos que les exportations allemandes outre-Atlantique primeraient sur toute tentative de défense de la vie privée des Européens.

Comme *Royaliste* l'a souvent écrit, les outils numériques sont d'abord des armes entre les mains des États qui les produisent. Croire que la morale suffit à faire plier un acteur économique et un État impérialiste est un vœu pieux. Les États-Unis voient l'UE comme un gigantesque marché, sans cohérence, constitué de pays aux visions antagonistes qu'ils peuvent utiliser à leur guise. Et la situation que nous vivons actuellement entre les acteurs du numérique et l'UE n'est sans doute qu'un avant-goût de ce qui nous attend dans « *l'approfondissement des relations avec le grand partenaire américain* » en matière de défense, de santé ou d'Agroalimentaire ! ■

GUILAUME VILLERS.

Agriculture

Témoin et acteur du socialisme agricole



L'ancien ministre socialiste de l'Agriculture Henri Nallet est mort l'an dernier à l'âge de 85 ans. La Fondation Jean-Jaurès, qu'il présida de 2013 à 2022, vient de faire paraître un livre posthume d'entretiens menés par Émeric Bréhier. De quoi mieux connaître l'itinéraire de ce Périgourdin entré dans le monde agricole au mitan des années 1960 comme permanent syndical dans le sillage de Michel Debatisse, secrétaire général de la JAC (Jeunesse agricole catholique) puis du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs) avant de présider aux destinées de la FNSEA.

Henri Nallet rompra rapidement avec cet Auvergnat foncièrement centriste, et il fera carrière à l'INRA. Dans les mois qui précéderont mai 1981, il participa à la rédaction du programme agricole de François Mitterrand.

C'est donc en toute logique qu'Henri Nallet rejoint l'Élysée après la victoire du candidat socialiste. Il y sera l'interlocuteur des ministres successivement chargés de l'Agriculture, Édith Cresson puis Michel Rocard. Lorsque ce dernier démissionne en 1985, c'est Henri Nallet qui lui succède. Il reviendra une seconde fois rue de Varenne en 1988 avant d'achever sa carrière ministérielle, de 1990 à 1992, place Vendôme, comme garde des Sceaux.

Ministre de l'Agriculture, Henri Nallet eut à gérer des relations complexes avec la FNSEA, organisation hostile au pouvoir socialiste et peu disposée à laisser prospérer un pluralisme syndical. Il fut aussi très absorbé, au niveau européen, par les négociations autour de la réforme de la Politique agricole commune.

À la lecture de ces entretiens, on sent une évidente amertume face à l'évolution de la gestion européenne de notre agriculture durant les trois dernières décennies : « *Regardez par exemple la déclaration de la Commission européenne de juillet 2002 pour justifier la réforme de la PAC : pas l'ombre d'une idée sur la production agricole en tant qu'elle est une activité humaine, rien que du budget, de l'environnement, de l'OMC, des motifs externes au sujet.* » Reconnaissons à Henri Nallet une certaine lucidité. ■

JEAN BONGRAIN.

► Henri Nallet, *Réflexions sur un itinéraire politique*, Le Bord de l'eau, novembre 2024.



SOURCE: WIKIPÉDIA, GOUVERNEMENT DU ROYAUME UNI.

L'incontournable Elon Musk. Inventeur, visionnaire, provocateur... Sa vision du monde inquiète la vieille Europe.

Elon Musk

L'Europe vue de Mars *

par Yves La Marck.

Le monde d'Elon Musk n'est pas partisan ni idéologue. Bien qu'il doive passer par le politique, d'où son alliance avec Trump et ses choix controversés en Europe, il transcende espace et temps en se projetant hors-sol et en rouvrant les portes du futur.

Emmanuel Macron a dit aux ambassadrices et ambassadeurs français réunis à Paris le 6 janvier qu'il n'avait jamais imaginé que « *le propriétaire d'un des plus grands réseaux sociaux du monde soutiendrait une nouvelle internationale réactionnaire* ». Ce que celui qui depuis 2017 veut faire de la France une « *start-up nation* » ne comprend pas, c'est que si les idéaux de Musk ont longtemps été portés par les partis progressistes – l'intéressé militait au Parti démocrate, comme le reste de la Silicon Valley –, l'avenir a changé de camp. Non seulement les démocrates américains ont abandonné ce créneau qu'avait si bien illustré l'équipe de « *la nouvelle frontière* » autour de Kennedy dans les années 1960, mais encore la science-fiction est passée à droite. Les prophéties des auteurs de cette discipline se sont réalisées si fidèlement que le monde de George Orwell est devenu le nôtre, pas celui du communisme totalitaire comme on l'a longtemps décrit, mais celui de la liberté tous azimuts, de l'humanité augmentée et de l'univers galactique.

Réactionnaires. – Si la cohérence entre science appliquée et orientation politico-philosophique paraissait aller de soi

pour les tenants du progrès indéfini, elle n'est pas évidente pour les alliés de droite que Macron appelle « *réactionnaires* » en y mettant une connotation idéologique alors que, dans l'esprit de ceux-ci, il n'implique qu'une loi de la physique : action-réaction, et donc une dynamique, d'où la possibilité de lui accoler le terme d'« *accélération* » (1) qui s'entend s'agissant de particules, mais qui est plus compliqué à saisir s'agissant de courants de pensée. Il faut introduire ici de plus subtiles distinctions.

Libertariens. – On parle de plus en plus souvent maintenant de courants « *libertariens* ». C'est une première ligne de partage au sein même de la Silicon Valley. Le premier soutien à Trump lors de sa première candidature était Peter Thiel qui fut aussi le mentor du vice-président J. D. Vance. Le nom de Thiel est associé au mouvement dit « *néo-réactionnaire* » (NRx) ou encore « *alt-right* » (droite alternative) ou « *Dark Enlightenment* » (Lumières noires, à ne pas confondre avec les anti-Lumières d'Antoine Compagnon) animé par Mencius Moldbug (2). Musk n'est pas sur cette ligne, trop négative à son goût : devant la catastrophe, la solution n'est pas la fuite,

la rétraction, l'isolement, mais le contraire, l'extension maximale, la dissémination à l'infini, la conquête de l'éternité.

Nationaux-conservateurs. – Une seconde ligne de partage se situe avec les « *nationaux-conservateurs* » que l'intellectuel israélien Yoram Hazony a tenté de constituer en « *internationale* ». Or, les intérêts nationaux divergent. Mais surtout Musk ne connaît pas de frontières. L'espace pour lui est virtuel en plus d'être interplanétaire. Quant au vocable de « *conservateurs* », là réside le malentendu le plus profond. À son niveau, c'est celui qu'a exprimé J. D. Vance dans son best-seller *Hillbilly Elegy*, ou comment l'on passe des ploucs et des bouseux aux logiciels et aux algorithmes, de la terre et des morts aux étoiles et aux aliens (extra-terrestres). En d'autres termes, comment on dématérialise, dans toutes les dimensions, ou comment l'on passe de la technologie à la finance et à la communication, des satellites aux produits dérivés et aux cryptomonnaies.

Le monde de Donald Trump, celui de l'immobilier, donc de la pierre, donc de la matière, relève de l'ancien monde. Il est autant terrien que Musk est aérien. Autant l'un est pesant, pour ne pas dire lourd, autant l'autre est léger, primesautier. L'un est climato-sceptique, sur la défensive, voire la résistance aux évolutions, pas l'autre qui fait confiance à la géo-ingénierie et calcule les opportunités offertes par le changement climatique à la science et au capital-risque.

Déclinaisons européennes. – Si l'on décline ce mouvement sur le plan international, l'Europe a évidemment tout à redouter

d'un tel attelage. Des États-Unis comme puissance impériale présidée par Donald Trump, mais plus certainement, comme les Américains eux-mêmes, les Européens risquent d'être décoiffés par la tornade blanche d'Elon Musk. Il ne faudrait pas limiter notre vision aux relations entre les deux rives de l'Atlantique. La vision de Musk est planétaire (en plus d'être interplanétaire). D'abord par ses entreprises qui laissent loin derrière les concurrents européens, que ce soit dans l'automobile, le spatial, le cyber et les réseaux sociaux. Mais il a besoin d'une médiation politique.

Pourquoi a-t-il concentré ses attaques sur le Royaume-Uni et sur l'Allemagne et laisse-t-il tranquille la France ? Parce que les deux premiers défendent un modèle économique, et spécialement industriel, qu'il estime dépassé et suicidaire. Pour l'Allemagne, son animosité n'est pas propre à Scholz, elle remonte à Merkel qualifiée de « communiste » (issue de la défunte RDA) et de « verte » pour avoir abandonné le nucléaire. L'Angleterre, c'est une vieille histoire que l'on peut faire remonter à l'hostilité à l'Empire britannique, d'où le problème canadien, celui de l'Afrique du Sud des Afrikaners où sont nés Thiel et Musk, à commencer par les « treize colonies ». Le déclin de l'Angleterre, l'essoufflement du pays de la première révolution industrielle, c'est l'épouvante, le sort que refuse de toutes ses forces le pays de la seconde révolution industrielle, raison pour laquelle il lui faut être celui de la troisième révolution industrielle et technologique.

Pourquoi la France est-elle préservée, même quand Macron, jusqu'alors son grand fan, s'en est pris à lui l'autre jour, non pas en tant que tel mais pour son ingérence dans les élections ? Macron voudrait le voir rester du côté de la science en dehors du politique. Musk rejette la politique française comme les autres mais apprécie les efforts de Macron pour privilégier les technologies innovantes ainsi qu'on le verra encore les 10 et 11 février lors du sommet sur l'intelligence artificielle au Grand Palais. C'est pourquoi il l'épargne, ainsi que Trump. Ils adoreraient le recruter comme partenaire (minoritaire) dans l'une de leurs sociétés. Pourquoi Musk soutient-il Alice Weidel et l'AfD en Allemagne et pas Marine Le Pen ni le RN en France ? Parce qu'il voit en la première une incarnation du « troisième type » (Steven Spielberg, 1977). Indépendamment de sa vie privée, l'ancienne de Goldman Sachs, admiratrice de Margaret Thatcher, a compris l'alliage qu'il croit nécessaire entre avant-hier et après-demain, nativisme et futurisme. Jusqu'à présent le RN n'a pas su prendre ce virage. Giorgia Meloni, fan de Tolkien (*Le Seigneur des anneaux*), a, telle la marquise de Merteuil face au vicomte de Valmont (*Les Liaisons dangereuses*) alias Elon Musk, parfaitement réussi ce tournant.

Elon Musk et Donald Trump étaient tous deux à Notre-Dame de Paris le 8 décembre. Le premier, qui aime parsemer ses textes de

mots latins (*Novus ordo seculorum*, avait-il noté à l'élection de Trump ; l'école qu'il a fondée pour ses enfants, il l'a appelée *Ad astra*), aurait twitté en latin les premiers mots du *Magnificat* : *Anima mea Dominum*. La Croix en appelle à Régis Debray dont le propos (*Les Diagonales du médiologue*, 2001) s'appliquerait ici à Musk : « la machine à comprimer l'espace télescope la machine à traverser le temps. » (3). ■

* « L'Amérique vient de Mars, l'Europe de Vénus », in Robert Kagan (néo-conservateur) *La Puissance et la Faiblesse. Les États-Unis et l'Europe dans le nouvel ordre mondial*, 2003.

(1). Lorenzo Castellani, « Avec Trump, l'ère de l'accélération réactionnaire », *Le Grand Continent*, 8 novembre 2024.

(2). Alias Curtis Yarvin, parfois qualifié de néo-monarchiste, qui prône une monarchie « qui serait gérée comme une start-up », « une techno-monarchie » ; il se réclame du penseur britannique du XIXe siècle, Thomas Carlyle, auteur des *Héros*. Donald Trump en roi, Elon Musk en héros ?

(3). Marie Grand, « Elon Musk et Notre-Dame », *La Croix*, 23 décembre 2024.

Caucase

La Géorgie sous pressions

Tandis que les manifestations de rue n'ont pas cessé en Géorgie depuis début décembre, les lignes politiques devraient bouger dans les prochains mois.

On ne se soucie guère de la Géorgie à Bruxelles, malgré la perspective, aujourd'hui suspendue, d'une adhésion du pays à l'Union européenne. Ce sont les États-Unis et la Russie qui mènent le jeu, en faisant concurremment pression sur l'oligarque national qui a longtemps tenu les cartes maîtresses de la politique géorgienne. Cet oligarque, Bidzina Ivanishvili, le plus riche du pays, a des intérêts aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Russie,

en Suisse... Il avait soutenu les candidatures à la présidence de la République de Giorgi Margvelashvili (2013-2018) et de Salomé Zourabichvili, franco-géorgienne élue en 2018 et fervente militante de l'adhésion à l'Union européenne. Mais l'oligarque était entré en conflit avec Giorgi puis avec Salomé par le moyen de son parti, Rêve géorgien, majoritaire au Parlement monocaméral depuis 2012 et largement majoritaire aux élections de novembre 2020. Rêve géorgien avait longtemps maintenu un équilibre prudent entre Moscou et Washington mais Bidzina Ivanishvili jugea utile, voire indispensable, d'adresser un message amical à la Russie sous la forme d'une loi sur les agents de l'étranger qui provoqua de violentes manifestations de rue.

Au vu de ces événements, la presse ouest-européenne utilisa le schéma du conflit entre la fraction prorusse et le camp occidental. Or il n'y a pas de prorusse en Géorgie, au sens de groupe politico-culturel à large assise populaire. Il y a seulement des gens qui font des affaires avec la Russie. Ainsi Bidzina Ivanishvili, qui a été prié par Moscou de donner des gages publics de fidélité que l'homme s'est empressé de donner pour ne pas perdre le fruit de ses investissements russes.

La partie s'est durcie après la victoire du Rêve géorgien aux élections législatives du 26 octobre 2024, entachées d'irrégularités massives. La présidente Zourabichvili, en fin de mandat, a réclamé la tenue de nouvelles élections et affirmé qu'elle ne quitterait pas sa résidence. Elle n'a pu cependant y rester lorsqu'un nouveau président, Mikhaïl Kavelashvili, a été élu par un collège restreint après avoir dirigé une courroie de transmission du Rêve géorgien.

Accablée, l'opposition a commencé de réagir lorsque le gouvernement a annoncé, le 29 novembre, la suspension du processus d'adhésion à l'Union européenne. Des manifestations ont éclaté, principalement à Tbilissi, et elles n'ont cessé depuis malgré la violence de la répression.

Loin des préoccupations du pays, où une



L'oligarque Bidzina Ivanishvili. Homme fort de la Géorgie, il inquiète autant Moscou que Washington.

SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: SÉNAT DE POLOGNE.

majorité rêve de l'Union européenne, la partie se concentre sur l'attitude de Bidzina Ivanichvili, qui s'est isolé loin de Tbilissi. Le Kremlin continue de menacer les intérêts de l'oligarchie en Russie mais les États-Unis ont récemment pris de très dures sanctions contre Ivanichvili et ses proches, à l'exception de son fils qui vit aux États-Unis. La Grande-Bretagne va suivre les États-Unis et les comptes de l'oligarchie sont bloqués en Suisse. Les hiérarques du Rêve géorgien, qui avaient misé sur Donald Trump, craignent maintenant que celui-ci mûrisse d'autres plans pour la Géorgie. Conglomérat de clients de Bidzina Ivanichvili, le Rêve géorgien ne connaît pas la solidarité militante et peut se disloquer si son maître prend sa retraite politique.

Les rebondissements à venir sont imprévisibles mais une certitude s'est imposée à Tbilissi : puisque la Commission européenne reste silencieuse, comme indifférente à sa lointaine périphérie, les Américains sont seuls en mesure d'imposer, face à Moscou, l'entrée de la Géorgie dans l'Union européenne. ■

YVES LANDÉVENNEC.

Voix étrangères

Oh, Canada

« Jusqu'à la fin, Justin Trudeau aura espéré que les Canadiens voient en lui un antidote au trumpisme, dont un gouvernement Poilievre (chef du parti conservateur, en tête dans les sondages) serait le vecteur. Maintenant qu'il n'est plus qu'un "canard boiteux", la question est de savoir qui est le plus apte à répondre à la menace... Le rôle de "capitaine Canada" devrait échoir à Pierre Poilievre, qui se serait toutefois bien passé de la bénédiction d'Elon Musk. » (Le Devoir, de Montréal.)

L'ironie est que Pierre Poilievre, 45 ans, né à Calgary (Alberta, province de l'ouest canadien), est marqué « Donald Trump canadien », ayant conquis le Parti conservateur, traditionnellement plutôt modéré et social, Canada oblige, par l'aile droite radicale. La presse canadienne accuse Washington d'ingérence dans la campagne électorale. Pour le moment en tout cas, jusqu'aux élections fédérales, prévues en octobre mais qui devraient être avancées à mai ou juin, le vacuum politique ouvert par la démission du Premier ministre et la « suspension » « prorogation » du Parlement jusqu'au 24 mars, qualifié de « chaos » par la presse du magnat Conrad Black, est, contre toute attente, comblé par le Conseil de la fédération qui réunit les treize « Premiers » des provinces et territoires. Ceux-ci ont décidé de se rendre en délégation à Washington le 10 février pour rencontrer le 47^e président des États-Unis face à face. Or il se trouve que le Conseil est actuellement présidé



Pierre Poilievre. Donné gagnant des prochaines élections canadiennes, saura-t-il résister à Trump ?

par le « Premier » du plus grand État, l'Ontario, en l'occurrence Doug Ford, en première ligne dans les attaques de Trump sur l'industrie automobile et le gros des exportations qui devraient être taxées de 25 % si Washington met ses menaces à exécution. « Conservateur progressiste », Doug Ford est devenu la cible des médias américains, Fox News notamment qui fait semblant de ne pas comprendre pourquoi les Canadiens intelligents ne souhaiteraient pas bénéficier de la précieuse nationalité américaine.

Et le Québec ? Le « mépris » dont ferait preuve Pierre Poilievre (qui doit son nom à la famille francophone qui l'a adopté à sa naissance) devrait favoriser le Bloc québécois (BQ) qui pourrait incarner demain la principale force d'opposition au Parlement fédéral. Au Québec même, les élections provinciales, qui pourraient permettre au Parti québécois (PQ) de revenir au gouvernement et d'activer un troisième référendum sur l'indépendance en 2030, ne sont pas attendues avant vingt mois. L'attitude « belliqueuse » de Trump pourrait avoir l'effet inverse, provoquant une grande solidarité à travers l'ensemble du pays, d'ouest en est. La sécession du Québec serait accusée d'affaiblir la résistance du Canada face à son voisin du sud. Sans compter, ajoutent les éditorialistes, que l'indépendance du Québec serait « intolérable » pour Trump qui y verrait aussitôt « un nouveau Cuba » à ses frontières. Bref, le débat sur l'identité canadienne, longtemps érudé, est bien lancé.

« Merci, M. Trump », titre une tribune, pour avoir fait prendre conscience aux Canadiens qu'ils possèdent autant d'atouts qui attirent la convoitise des puissances : la position géographique, l'Arctique, les ressources en eau, en énergie. « Quelques arpents de neige » ? ■

Y. L. M.

Les Faits marquants

■ **Comores.** – La Cour suprême a proclamé le 22 janvier les résultats définitifs des élections parlementaires tenues 10 jours plus tôt. La Convention pour le renouvellement des Comores (CRC), au pouvoir depuis 2020, a remporté 28 des 33 sièges, accroissant encore sa mainmise sur la vie politique nationale. L'invalidation pour irrégularités de l'élection de quatre députés – dont trois de l'opposition – rend toutefois nécessaires des législatives partielles.

■ **Cuba.** – La libération progressive de 553 détenus pour motifs politiques est-elle compromise par le changement de pouvoir à Washington ? Ces libérations, décidées après le retrait de Cuba de la liste des pays soutenant le terrorisme par l'administration Biden, n'ont été que partiellement réalisées. Les défenseurs des droits de l'homme craignent un gel de la procédure après la décision de Donald Trump de réintégrer le pays sur la fameuse liste.

■ **Irlande.** – Micheal Martin, 64 ans, a été élu Premier ministre par le Parlement le 23 janvier et investi par le président de la République. Pilier du parti centriste Fianna Fail, arrivé en tête des législatives du 29 novembre 2024, il devra diriger un gouvernement de coalition avec l'autre formation du centre, le Fine Gael, dont le leader Simon Harris prend, lui, le poste de vice-Premier ministre en charge du portefeuille des Affaires étrangères.

■ **Syrie.** – Le nouveau gouvernement syrien a mis fin au bail autorisant la Russie à exploiter le port commercial de Tartous. Si la décision semble motivée par l'intérêt économique pour Damas de reprendre le contrôle de ces infrastructures, elle pose la question des relations futures avec Moscou. Selon le ministre syrien de la Défense, des négociations sont en cours sur la gestion, à l'avenir, des deux bases militaires russes de Hmeimim et Tartous.

CASIMIR MAZET.





SOURCE: WIKIPÉDIA PHOTO: L'ÉAR 21.

Ukraine - Quartiers en ruine lors de la bataille d'Avdiivka. L'élection de Donald Trump fait bouger les lignes.

Europe

La paix : combien de divisions ?

par Dominique Decherf.

L'année 2024 a vu les conséquences des deux événements qui ont transformé le cours des relations internationales : le 24 février 2022, l'invasion de l'Ukraine, le 7 octobre 2023, le massacre aux abords de la bande de Gaza. Les deux guerres ainsi débutées n'ont pas connu de solution en 2024, mais l'année 2025 s'ouvre sur des perspectives de paix.

Les conséquences en 2024 peuvent se résumer en une formule due à Ghasan Salamé, ancien ministre libanais, ancien représentant du secrétaire général de l'ONU en Libye : « *la dérégulation de la force* », au cinquième chapitre de son opus *La tentation de Mars : guerre et paix au XXI^e siècle*. Il fait remonter ce phénomène à la guerre en Irak de 2003 car engagée sur de fausses affirmations à propos de la possession d'armes de destruction massive, et sans mandat onusien. Dans le cas des deux conflits susmentionnés, la violence a atteint des formes extrêmes, avec un déni des normes établies, justiciables des cours internationales (CIJ et CPI). De ces deux évolutions, il est difficile de savoir laquelle l'emportera : la force ou le droit, vieille opposition pascalienne. Poutine et Netanyahu ont été placés sous mandats d'arrêt internationaux, ce qui n'était pas arrivé à George W. Bush. Mais l'avantage en ce début d'année semble plutôt pencher en faveur de la force, celle de Moscou en Ukraine et celle de Jérusalem au Proche-Orient.

Le camp de la paix est d'autant plus à la manœuvre. On peut recenser une coalition imposante de personnalités : le président Trump, le pape François, le chancelier allemand et une bonne moitié des Européens, une « *majorité mondiale* » à partir du Sud global, les Nations unies... Il n'est pas sûr que tous mettent sous ce terme les mêmes réalités. Il y aurait « *cinquante nuances de paix* » (Serge Sur, n° 100 de *Questions internationales*, « La Paix, illusions et réalités », septembre-décembre 2019); l'historien Bruno Arcidiacono reconnaissait cinq « *types de paix* » (hiérarchique, polycratique, confédérative, fédérative, oligarchique); Bertrand Badie, dans *L'Art de la paix*, explicite « *neuf vertus à honorer et autant de conditions à établir* » : à l'endroit, humaine, subjective, systémique, globale, institutionnelle, diplomatique, hospitalière, éduquée.

Dans la conjoncture présente, je m'en tiendrai à six. La diversité permet de s'adapter à des circonstances mouvantes. Elle est aussi grosse de contradictions. Une seule a longtemps dominé mais cette ère

paraît révolue. Aucune (la chinoise) ne paraît susceptible de la remplacer. Mais cette confusion ne sert que la poursuite d'une situation de guerre, ou en termes plus techniques, de la « *conflictualité* » qui devrait dominer au cours des quinze prochaines années, terme des projections les plus plausibles. Examinons dans le détail.

Paix impériale. – Donald Trump, voulait que les conflits en cours soient terminés au moment où il prenait ses fonctions. Il s'est fait élire en partie sur le thème de la paix. Aucune nouvelle guerre n'avait été ouverte lors de son premier mandat. Avant son départ, il avait même préparé la sortie d'Afghanistan, mais pas dans les conditions humiliantes dans lesquelles elle s'est déroulée le 15 août 2021 qui, avance-t-on, aurait convaincu Poutine de l'immunité de son « *opération spéciale* » en Ukraine, certain que les États-Unis ne seraient pas en mesure de s'y opposer après un tel fiasco.

Le retour de Trump sera-t-il suffisant pour opérer ce miracle ? Il ne s'agit pas d'un retour à la *pax americana*, la paix d'hégémonie, du gendarme du monde. Le calcul de Trump est plus réaliste. Il découle de choix réfléchis. Les États-Unis ne peuvent se retrouver sur plusieurs fronts à la fois. Il faut prioriser : la Chine plutôt que la Russie, le Pacifique plutôt que l'Atlantique, l'Extrême-Orient plutôt que le Moyen-Orient, le Rio Grande plutôt que Taïwan, la mutation technologique plutôt que le libre-échange. Son approche de la paix reste fondée sur la force. « *Peace through strength* » est un motif qui remonte

aux années Reagan (et de la « guerre des étoiles »), avec une mise à niveau constante des forces, dissuasion nucléaire incluse.

Toutes les autres formules de paix sont en décalage plus ou moins fort avec elle sans être nécessairement incompatibles avec la place centrale reconnue aux États-Unis.

Paix juridique. – La paix peut en effet reposer sur le droit international auquel l'Amérique n'adhère pas automatiquement. Elle est rarement signataire des grandes conventions ou traités généraux ; elle avait refusé d'être membre de la Société des Nations, mais elle reste le principal contributeur du système multilatéral datant de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les États-Unis ayant été à l'initiative des procès de Nuremberg, ayant inventé le concept de génocide, ses juristes présents dans les cours internationales, dont elle ne reconnaît pas la compétence pour les siens, y ont fait triompher les procédures de la *common law* et les principes des Pères fondateurs de la Constitution américaine.

Le système juridique international a révélé en 2025 un mode de fonctionnement influencé par les opinions publiques et les réseaux sociaux. Israël a perdu la guerre de l'information. Le droit international n'émannerait plus des normes établies par ladite communauté internationale, réduite à une jurisprudence occidentale de plus en plus remise en cause.

Paix démocratique. – La paix par le droit est recouverte par une paix que l'on appellera démocratique. Non pas au sens des néoconservateurs américains qui voulaient convertir tous les peuples à la démocratie, non pas même à une paix humanitaire justifiant autant de « guerres justes » et de « changements de régime », mais en réaction à ces prétentions extravagantes, et la mise en évidence de la résistance du terrain, y compris à travers des régimes évidemment tyranniques. Ainsi est née la notion de « majorité mondiale » promue au dernier sommet des BRICS à Kazan (Russie) en octobre 2024 (1). Ghassan Salamé avait repéré cette analyse dans un rapport du Conseil sur la politique extérieure et de défense de Moscou de 2023. Contrairement à Bertrand Badie, il ne croit pas à une « vraie alternative » à l'ordre westphalien quelles que soient les évolutions que celui-ci ait connu. Majorité s'oppose non à minorité mais à polarisation, que celle-ci soit unipolaire, binaire ou multipolaire : elle est apolaire, retrouvant l'idée dominante de la souveraineté des États qui se veulent égaux, grands, moyens et petits.

Paix positive. – Ainsi baptisée par le Norvégien Johan Galtung (1930-2024), fondateur de l'irénologie (science de la paix), cette forme de paix peut être caractérisée comme celle de la faiblesse face à la puissance ; comme on parle de guerre asymétrique, on peut parler de paix asymétrique. La « paix positive » s'oppose à une « paix



L'historien royaliste Jacques Bainville. La France a longtemps su œuvrer pour une paix d'équilibre. En a-t-elle encore les moyens ?

négative » qui ne serait que la non-guerre. Elle partirait du bas et non imposée du haut, exprimée par les peuples plutôt que par les institutions, plus axée sur la sécurité prise dans sa globalité.

Cette paix a indéniablement un caractère confessionnel (2). Indépendamment de la dimension spirituelle, elle est au fondement de la souveraineté des États telle qu'elle a été consacrée par les traités de Westphalie. On a trop glosé sur un monde post-westphalien alors que la paix de 1648 résultait de guerres de Religion. La sécularisation n'emportait pas suppression mais intégration du fait religieux dans les relations internationales.

Cette paix de faiblesse rejoint le rôle de médiation reconnu aux pays neutres tels que l'Autriche et la Suisse, ou de pays qui ont pris position en faveur du désarmement comme la Norvège pourtant membre de l'OTAN, ou l'interdiction des forces nucléaires (le TIAN) comme au sein de l'UE, l'Autriche, l'Irlande et Malte (3).

Paix mercantile. – L'Allemagne est historiquement et intellectuellement au cœur de ces débats. On y découvre un mixte de pacifisme et d'économie. Comme le Royaume-Uni, l'Allemagne fédérale issue de la paix de 1945 s'est reconstruite sur la paix par le commerce (*Wandel durch Handel*), une paix mercantile, supposée apolitique. Conception qu'elle a imposée à travers l'Union européenne. Ghassan Salamé parle des « charmes fanés du doux commerce » et met un point d'interrogation à « mondialisation pacificatrice ».

L'Allemagne a profité de son statut au centre de l'Europe. Puissance conservatrice, elle est devenue le défenseur attitré de la stabilité et du *statu quo* incarné pendant seize ans par Angela Merkel, continuée par son partenaire de coalition, Olaf

Scholz, alors que celui-ci devait assumer le « changement d'ère » (*Zeitenwende*). La montée de l'extrême droite et d'une gauche pacifiste pointe les ambiguïtés de tous les partis. Dans les *länder* de l'ancienne RDA, la dissidente de Die Linke (l'ex-Parti communiste), Sahra Wagenknecht (BSW), a conclu une coalition de gouvernement tant avec la CDU que le SPD autour d'une « volonté de paix en Europe » et d'appui aux initiatives diplomatiques tendant à la paix.

Paix d'équilibre. – La France a longtemps su manœuvrer entre ces divers modes de diplomatie, en se situant sur tous les tableaux, simultanément ou successivement, articulant force, jusqu'au nucléaire inclus, et droit, jouant sur les multiples registres de la paix positive, notamment humanitaire, tout en étant moins à l'aise sur le terrain économique. Pour autant, la France, au moins depuis Vergennes, s'est identifiée à la paix par l'équilibre, mot qu'Emmanuel Macron avait décliné au pluriel. Gardienne des équilibres, regardant les conquêtes comme des brigandages (les partages de la Pologne), de Jacques Bainville au général de Gaulle, la France a toujours rejeté un monde partagé, opposé en blocs, en alliances, en axes. Aujourd'hui qu'une majorité d'États cherchent leur voie propre à travers ce que l'on a appelé un multi-alignement, se substituant au non-alignement, tous les deux mal nommés car hier certains étaient plus alignés que d'autres, aujourd'hui il n'y a pas à proprement parler d'alignement même multiple, mais un simple opportunisme.

Philippe Moreau Defarges (4) qui, disciple de Raymond Aron, adopte une approche non pas philosophique mais chronologique, constate que la *pax americana* est terminée mais ne croit pas à une hégémonie chinoise de remplacement. Comme il ne croit ni au succès d'une vague pacifiste, ni à la dissuasion nucléaire comme panacée, l'histoire est ouverte. Elle ne penche vers aucune des formes de paix connues, recensées ou espérées (« contractuelle, démocratique, institutionnelle »). La paix requiert plus de six ou neuf quilles. La paix perpétuelle n'est pas la stabilité mais le mouvement perpétuel. ■

► Ghassan Salamé, *La tentation de Mars. Guerre et paix au XXI^e siècle*, Fayard, février 2024.

► Bertrand Badie, *L'Art de la paix*, Flammarion, octobre 2024.

► Philippe Moreau Defarges, *Une Histoire mondiale de la paix*, Odile Jacob, 2020.

► Bruno Arcidiacono, *Cinq types de paix. Une histoire des plans de pacification perpétuelle (XVII^e-XX^e siècles)*, PUF, 2011.

(1) *Royaliste*, n° 1289, 4 décembre 2024.

(2) Bernard Bourdin, « Ce que le christianisme peut dire de la paix. Enjeu théologico-politique de la guerre russo-ukrainienne », *Études*, décembre 2024.

(3) *Royaliste*, n° 1286, 23 octobre 2024.

(4) Malheureusement décédé le 15 janvier 2025.

Les Idées et les Livres



La nébuleuse écologique (4)

Les associations

par François Gerlotto.

Après les grandes ONG internationales, les partis politiques et les constructions publiques, qui nous avaient fait désespérer de l'Écologie politique, voici le quatrième et dernier volet de cette analyse : les associations de défense de la nature. Et avec lui, la découverte d'un groupe qui remonte le moral !

Nous avons décrit les grandes ONG internationales, les partis politiques et les structures d'État dédiées à l'écologie, et il faut avouer que l'impression générale n'est pas brillante : si l'on oublie qu'elles présentent parfois des motivations et des financements douteux, seules les ONG (Greenpeace, WWF, Sea Shepherd, etc.) semblent jouer un rôle positif sur nos capacités à affronter les problèmes (voire les catastrophes) présents et à venir.

Heureusement, le quatrième volet de cette nébuleuse écologique est très différent et permet de retrouver un certain optimisme. Il s'agit des associations de tout type qui constellent notre pays. Elles sont innombrables et regroupent plus d'un million de membres actifs. C'est considérable, sachant que l'appartenance à une association requiert un engagement personnel, volontaire et financier. Par comparaison, le parti Les Écologistes est loin de compter 10 000 adhérents. Cette différence énorme entre les deux chiffres

montre bien à quel point ces partis sont peu représentatifs de l'implication militante des Français dans les questions écologiques. D'après France bénévolat, « entre 1500 et 2000 associations se créent chaque année autour des sujets environnementaux, que ce soit en termes de gestion des milieux, d'éducation environnementale ou de protection du cadre de vie » (1). Nous savions les Français soucieux d'environnement, mais sans les avoir encore rencontrés. Ils sont ici.

Le citoyen éprouve un sentiment de rejet de la politique écologique telle qu'elle est menée actuellement.

Une méta-structure fédère ces milliers d'associations au niveau national et leur offre un forum et des contacts auprès des instances publiques, nationale et régionales : France Nature Environnement (FNE), qui se définit comme « la porte-parole d'associations, regroupées au sein d'organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer, au service de la

protection de la nature et de l'environnement dans une perspective de développement durable. Elle est un interlocuteur incontournable des pouvoirs publics nationaux dans des conseils et institutions nationales de protection de la nature » (2).

FNE regroupe plus de 6 000 associations en 46 « organisations adhérentes », dans trois groupes : 13 organisations nationales, 21 territoriales et 12 correspondantes. Quasiment toutes les associations de suivi, d'analyse et de protection de l'environnement s'y retrouvent, dont certaines sont bien connues du public national (la LPO, Ligue pour la protection des oiseaux, par exemple) ; d'autres sont plus régionales (citons Bretagne vivante, jadis Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) et sa revue *Penn ar Bed*, de mon regretté professeur Albert Lucas, de l'UBO (Université de Bretagne occidentale) ; ou thématisées (on peut prendre l'OPIE, Office pour les insectes et leur environnement, comme type). FNE a également sous son aile le réseau Sentinelles de la nature, dont le rôle est de signaler aux associations compétentes les dégâts ou les évolutions subis par l'environnement local.

Les objectifs généraux de FNE sont présentés sur son site et se regroupent en trois préoccupations majeures : « stopper la destruction des écosystèmes, protéger l'humain et participer à la vie démocratique, changer de modèle de développement ». Son poids lui permet d'être un interlocuteur incontournable des pouvoirs publics.

Cette description montre plusieurs évidences. La première, c'est que les Français dans leur grande majorité sont bien

conscients des dégâts que la pollution, et plus généralement notre mode de vie, font à l'environnement. Nous savions déjà que certaines habitudes, comme le tri sélectif, l'utilisation quotidienne de moyens de transport non polluants (comme le vélo, la marche ou les transports publics) devenaient de plus en plus répandues. Nous découvrons que cela va plus loin et que le citoyen est prêt, lorsqu'il peut voir les effets de ses actions, à agir de façon active et militante pour l'environnement. Son implication dans cet essaim d'associations en est une démonstration sans appel.

La seconde, c'est que, comme le Comte de Paris l'écrivait en 2023 dans son Manifeste pour une Écologie politique, « les trois volets, 'environnemental', 'social', 'économique', sont indissociables. Il ne faut pas se cacher que le souci de l'environnement conduit nécessairement vers la remise en cause du fonctionnement actuel de notre société et de son économie ». Tout le monde en est d'accord, et FNE, émanation de l'ensemble des acteurs de l'environnement, le signale sans ambiguïté : on n'aboutira à rien sans changer de modèle de développement.

La troisième, c'est que l'on ne peut espérer impliquer activement les individus sans leur présenter un objectif clair, des motivations compréhensibles et des résultats pratiques. Tout le contraire de ce que proposent ces partis et structures publiques que nous avons décrits dans de précédents articles. Noyé dans un ensemble comminatoire d'exigences sociétales, de contraintes d'engagements politiques souvent d'extrême gauche, de participations à des luttes de pouvoirs personnels, le citoyen éprouve un sentiment de rejet de la politique écologique telle que ces partis la mènent actuellement.

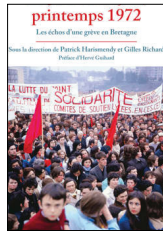
Mais lorsque son intérêt est pris en compte, le Français est prêt à s'engager. Voilà qui conforte ce que signalait aussi le Comte de Paris : « les initiatives des partis au pouvoir sont soit inexistantes, soit sciemment inefficaces, et aboutissent en général à un rejet par la population, pourtant sensible aux questions d'environnement et prête à agir si c'est dans le (et avec du) bon sens. »

Ces analyses mènent à une question : alors que toutes les conditions sont réunies pour que notre pays se lance avec efficacité dans une politique écologique sérieuse, pourquoi allons-nous si lentement dans cette direction ? Ici, les royalistes ont peut-être une explication : nous avons besoin d'un porte-parole qui soit une personnalité politique nationale reconnue, incontestable, désintéressée, indépendante des luttes de pouvoir et inaccessible aux lobbies, qui puisse obtenir la confiance des Français. Disons : d'un roi ? ■

Histoire sociale

La mémoire du Joint français

Le Joint français, printemps 1972, Les échos d'une grève en Bretagne, sous la direction de Patrick Harismendy et Gilles Richard, Presses universitaires de Rennes, septembre 2024.



Cinquante ans après l'événement, le patronat garde un mauvais souvenir de la grève du Joint français. Pourtant, la victoire des grévistes a précédé de peu la contre-révolution néolibérale.

La grève du Joint français occupe une place singulière dans l'histoire de la Nouvelle Action royaliste puisque c'est la première lutte sociale de grande ampleur que notre mouvement, créé un an plus tôt, a soutenue. Lire les contributions au colloque tenu en mars 2022 à Saint-Brieuc offre aux jeunes et aux vieux militants l'occasion de mieux connaître une époque très différente de la nôtre, ou de s'y replonger. Celle de la forte croissance (plus de 6 %) due à la production et à la consommation de masse dans une société industrielle où le travail à la chaîne n'a jamais été plus intense.

La mythologie des « Trente Glorieuses » a effacé le souvenir du « travail en miettes » effectué par des OS (ouvriers spécialisés), les bas salaires et l'intensité des luttes sociales : quatre millions d'heures de grève dans le secteur privé en 1972, plus de 200 000 manifestants à Paris pour l'enterrement du maoïste Pierre Overney, tué par un vigile devant l'usine Renault de Billancourt en février 1972. Les partis de gauche sont puissants, les gauchistes préparent un nouveau « Mai 68 », que le président Pompidou, les industriels et les milieux d'affaires cherchent à éviter. Premier ministre, Jacques Chaban-Delmas rêve d'une voie réformatrice, son projet de « nouvelle société »... La France est emportée par une dynamique conflictuelle qui oppose ceux qui promettent un avenir un peu meilleur et ceux qui préparent un avenir radieux.

En février 1972, les revendications des syndicats de l'usine de Saint-Brieuc n'ont rien de révolutionnaire : augmentation du salaire horaire de 70 centimes, suppression d'une heure de travail sans perte de salaire, primes et treizième mois. À Paris, Ambroise Roux, président de la CGE (Compagnie générale d'électricité), choisit le durcissement du conflit.

Pendant huit semaines, les ouvriers du Joint français reçoivent le soutien des partis de gauche, des syndicats, des gauchistes, des Jeunes Agriculteurs, de l'Action catholique ouvrière, de nombreux intellectuels et d'innombrables citoyens. Après d'intenses

négociations, la direction cède. Comme l'annonce Chris Marker dans son film documentaire de 1977, *Le Fond de l'air est rouge...*, c'est une illusion. La « nouvelle société » est récusée par la droite réactionnaire, Chaban-Delmas est prié de quitter Matignon et le capitalisme financier prépare sa revanche. Il l'obtient avec l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974 ! ■

YVES LANDÉVENEC.

France rurale

La fin d'un monde ?

Le Sacrifice paysan, par Jean-Paul Pelras, éditions Érick Bonnier, janvier 2025.



Longtemps maraîcher et arboriculteur, adepte d'un syndicalisme paysan musclé pour lequel il fit même de la prison, le Catalan Jean-Paul Pelras est connu du grand public pour ses tribunes dans *Le Point* (et des Aveyronnais pour ses contributions au *Bulletin d'Espalion*). Épris de littérature, il a reçu le prix Alfred Sauvy pour son roman *Le Vieux Garçon* (éd. du Rocher, 2006) et fut l'ami de Jean Carrière, lauréat du prix Goncourt 1972 pour *L'Épervier de Maheux*. Il vient de publier *Le Sacrifice paysan*, prophétisant que « dans 20 ans, les paysans auront disparu ». Il est vrai que la démographie professionnelle agricole a de quoi inquiéter. Moins de 400 000 exploitations agricoles en France, alors que notre pays comptait 10 millions de paysans au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Jean-Paul Pelras n'épargne personne. Ni les hommes politiques, ni le syndicat agricole majoritaire, ni l'Union européenne, ni les journalistes vedettes, qu'il s'agisse de Nicolas Hulot ou de Hugo Clément. Il expose les difficultés auxquelles se confrontent chaque jour les paysans : normes écologiques, solitude, mépris des urbains, importations étrangères... Il nous rappelle que « le métier ne dure pas le temps d'un week-end ou d'une émission de télé-réalité », mais qu'il « s'accomplit sur plusieurs décennies et bien souvent sur plusieurs générations ». L'agriculture est une activité économique qui appartient au « temps long », concept que nous empruntons au grand historien Fernand Braudel.

On martèle que les agriculteurs ont le soutien des Français. La lecture du *Sacrifice paysan* nous montre la limite de ce constat. Les Français, de par leurs racines, cultivent la nostalgie paysanne. Mais ils sont incapables de comprendre quelle existence réelle mènent leurs concitoyens paysans pour leur offrir une nourriture de qualité. Si l'on veut sauver ce monde qui s'en va à bas bruit, c'est ce fossé qu'il s'agit de combler au plus vite. ■

JÉRÔME BESNARD.

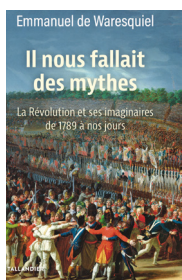
(1). www.francebenevolat.org, rapport de synthèse, 2010.

(2). <https://fne.asso.fr/>

Révolution française

Histoire, mythes et légendes

Il nous fallait des mythes. La Révolution et ses imaginaires de 1789 à nos jours, par Emmanuel de Waresquiel, Tallandier, septembre 2024.



Historien de la Révolution et de la Restauration, Emmanuel de Waresquiel nous invite à redécouvrir le poids de mythes liés à la Révolution française et à leur postérité. Le serment du Jeu de paume du 20 juin 1789 en est le parfait exemple. Les députés jurent, ce 20 juin 1789, de ne pas se séparer avant de donner une constitution à la Nation, en oubliant la séance du 17 juin où les députés du Tiers se proclament Assemblée nationale et celle du 23 juin qui suit la déclaration royale où l'Assemblée se déclare inviolable et sacrée. De cette geste héroïque, elle oublie que le 20 juin, 160 députés sont absents de peur, pour certains, d'être arrêtés. La fresque commandée à David par l'Assemblée constituante sur proposition de Dubois-Crancé pour commémorer l'événement reste inachevée en 1793, l'œuvre n'étant plus d'actualité, un certain nombre de ses acteurs ayant goûté au rasoïr national.

Pourtant, tout au long du XIX^e puis du XX^e siècle, l'événement est plus ou moins commémoré : détesté pour des raisons diverses par la Convention, la Restauration et le Second Empire, présenté comme le symbole de la liberté triomphante et la fin de l'Ancien Régime sous l'empire de la Constitution de 1791 ou du Directoire, acte prémonitoire de l'alliance entre la nation et le roi sous la monarchie de Juillet. Les représentations picturales, les monuments érigés jouent là un rôle fondamental. Il y a un lien évident entre la représentation du serment des trois Horaces, le serment du Jeu de paume et le serment de Louis-Philippe à la Charte révisée, une filiation artistique mais plus encore politique.

Il en est de même de la prise de Bastille, qui n'a d'ailleurs de prise que le nom puisque la Bastille s'est rendue sans combattre. Peu importe. Elle va demeurer pour longtemps le symbole de la victoire du peuple contre la tyrannie alors que les contemporains redoutent davantage la prison du Châtelet. Plus personne ne s'intéresse à la Bastille, le roi Louis XVI est même décidé à la faire détruire dès 1784. On ne saït d'ailleurs quoi mettre à sa place pour commémorer l'événement. Les projets succèdent aux projets au même rythme que les régimes politiques.



Emmanuel de Waresquiel.

C'est finalement un monument à la gloire des Trente Glorieuses qui est érigé en 1840. Il n'est pas sûr que la commémoration républicaine du 14 juillet votée en 1880 y fasse référence.

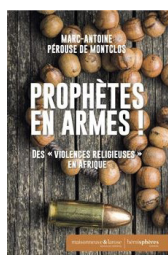
Il en est ainsi également de la cocarde tricolore offerte par Bailly au roi qui l'arbores le 17 juillet 1789 à l'Hôtel de Ville ou du drapeau tricolore, de la fête de la Fédération, de la guillotine, ou de l'exécution de la Reine. Chaque époque leur donne une signification en fonction des aspirations du moment et construisant autour une mythologie plus tenace que l'histoire elle-même. Il en est de même encore du fameux mot de Cambronne que nous ne répéterons pas ici et ce d'autant plus qu'il ne l'a probablement pas prononcé. ■

ANDRÉ VIVIER.

Afrique

Un continent religieux

Prophètes en armes ! Des violences religieuses en Afrique, Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Maisonneuve&LaRose, hémisphères éditions, 2024.



Après les valse-hésitations de la France officielle, anticléricale, colonisatrice de l'Afrique de l'Ouest majoritairement musulmane, sur la politique à suivre face aux mouvements religieux, la France républicaine et laïque aujourd'hui ne pa-

rait pas mieux équipée pour appréhender les phénomènes religieux, tant islamistes qu'évangéliques, qui continuent d'agiter la scène politique.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos, directeur de recherches à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, après de nombreux ouvrages tirés d'abord de son expérience au Nigeria, élargie à toute l'Afrique de l'Ouest (il fut le premier à parler de « guerre perdue au Sahel »), nous livre un vaste panorama étendu à l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, qui doit être soigneusement étudié par tous les responsables et les commentateurs jusqu'ici réduits à des explications sommaires et fausses et donc à des politiques à courte vue et contreproductives.

La culture française classique, néo-marxiste, durkheimienne, catholique, est démunie face aux multiples sectes, qu'elles soient musulmanes, chrétiennes ou ésotériques, et à leurs trajectoires irrationnelles. Autant il était (superficiellement) facile de démêler les slogans (mimétiques) des groupes révolutionnaires, autant le surgissement de mouvements spontanés, échappant à toute classification, hermétiques même au chercheur de terrain, défie tout entendement. L'auteur invite au discernement, refuse le manichéisme du « choc des civilisations » et de « la guerre au terrorisme », enseigne la complexité. Il déconstruit l'appellation convenue de « violences religieuses », dévoilant ce qu'elles ont de non-religieux (le contexte local) et tout ce que lesdites « religions » veulent exprimer à travers leur « violence », à commencer par les aspirations de la jeunesse majoritaire. ■

YVES LA MARCQ.

DR.



Par Gérard Leclerc

Le phénomène Donald Trump

En proposant cette réflexion sur les conséquences de l'avènement de Donald Trump à la Maison Blanche, il me convient de faire acte d'humilité. Je n'ai jamais mis les pieds aux États-Unis et je fais toute confiance à l'ami Dominique Decherf pour me corriger, s'il y a lieu. Mais il me semble qu'il s'agit d'un événement de premier ordre, dont nous n'avons pas fini de mesurer les conséquences, y compris pour nous-mêmes. L'opinion française semble aujourd'hui comme interdite face à un personnage qu'elle considère comme inquiétant, capable de toutes les démesures et ses déclarations à l'emporte-pièce sur le Groenland, le canal de Panama et même le Canada promis à devenir le 51^e État de l'Union n'ont pas arrangé les choses. De là à évoquer directement le nazisme, comme l'acteur Jacques Weber, préconisant d'écraser le monstre, il y a certes un pas supplémentaire de franchi, qui donne une idée du choc profond d'un parti progressiste tout simplement sonné.

C'est surtout sur l'aspect civilisationnel que je voudrais insister, sans sous-estimer le préalable de la crédibilité. Si les actes ne suivent pas à la mesure des promesses, l'étoile du nouveau président pâlera sans doute assez vite. On observera s'il est vraiment capable d'arrêter la guerre en Ukraine, comme il s'y est engagé. C'est son autorité morale, son aura, qui est en cause. À partir de là, on pourra envisager si cette incontestable victoire politique est significative d'un changement décisif pour l'Amérique profonde. La compétition s'est, il est vrai, d'abord jouée sur les difficultés économiques du pays, et les Démocrates ont perdu leur leadership sur les classes populaires. Mais ils ont été aussi très handicapés par leur culture élitiste, dénoncée comme d'extrême gauche par les Républicains. Ainsi a été notamment démentie l'annonce d'un basculement inéluctable du pays vers la gauche, en raison du poids démographique des minorités. La mauvaise surprise pour le camp Kamala Harris a été le vote des Latinos et mêmes des Afro-Américains, manifestement hostiles à certaines orientations sociétales comme la promotion des transgenres jusque dans les activités sportives.

L'affirmation directe dans la déclaration d'investiture qu'il n'y a que deux sexes « *homme et femme* » est centrale. Elle va à l'encontre de toute une conception de la vie humaine et marque le refus absolu d'une évolution que d'aucuns considéraient comme inéluctable. S'agit-il, comme l'a suggéré Emmanuel Macron, d'une volonté réactionnaire, qui viendrait s'interposer contre toute la législation sociétale qui s'est emparée de l'Occident tout entier ? Très probablement, oui ! En ce cas, l'Amérique prendrait la tête d'un mouvement aux conséquences incalculables. Et cela, en dépit de tout ce qu'on nous annonçait, ne serait-ce qu'en référence à la dégénérescence nihiliste du pays, décrite par Emmanuel Todd.

Il est vrai que le regard de l'anthropologue sur les États-Unis est très pessimiste. Nous assistons, selon lui, à l'effondrement de la culture WASP, qui a marqué le pays depuis ses origines. Aussi bien dans un sens positif que négatif. Le négatif concernant par exemple un certain racisme qui a survécu longtemps à la fin de l'esclavage et de la discrimination contenue dans la loi. Le côté positif renvoyant à l'inspiration calviniste qui privilégiait la réussite économique comme signe de la grâce divine, conformément à la célèbre analyse de Max Weber.

Les statistiques donnent raison à Emmanuel Todd, au moins à propos de l'effondrement du protestantisme classique. L'es-

sor des évangéliques ne saurait compenser la tendance, ne serait-ce qu'en raison de la rupture qu'il opère avec ce qu'il y avait d'impératif dans la tradition calviniste. La question que je me pose alors, avec toute la distance qui est la mienne par rapport aux réalités américaines, concerne la difficulté pour Donald Trump d'affronter cette dérive nihiliste, qui semble aller à l'encontre de son dessein de relèvement national.

On peut noter toutefois son choix de prendre comme vice-président le catholique James David Vance, dont le parcours personnel est particulièrement intéressant. Le récit qu'il a écrit de sa vie a même donné lieu au film *Une ode américaine*, qui pourrait s'inscrire dans le registre d'une véritable renaissance américaine. Issu d'une famille extrêmement pauvre, et même marquée par la toxicomanie, il a réussi une ascension sociale étonnante. Sa conversion au catholicisme est aussi significative d'une orientation intellectuelle, voire doctrinale qui n'est pas sans conséquence sur sa vision de la politique et de l'économie, dans une perspective thomiste. Il n'était pas évident qu'il se rallie au trumpisme, lui qui en avait été l'adversaire résolu. On peut noter aussi le virage de l'électorat catholique, traditionnellement démocrate, en faveur du nouveau président, alors que le catholicisme romain est resté stable démographiquement, à l'encontre du protestantisme.

Est-ce à dire que cette alliance suffit à caractériser le trumpisme du côté des valeurs civilisatrices ? Sûrement pas, puisque bien d'autres facteurs sont à prendre en compte. Dans *Le Figaro* du 25 janvier dernier, le philosophe japonais Ōsamu Nishitani revenait sur une tradition fondamentale des États-Unis que l'effacement protestant n'a nullement aboli. Toute l'histoire de la fédération tient dans la conquête commerciale de son espace : « *C'est cette conversion de la terre et de toutes ses richesses en objet de propriété privée, en bien immobilier négociable et titrisable, qui caractérise l'Amérique. Le négoce de la terre-marchandise est le cœur de métier des promoteurs immobiliers et l'on comprend dès lors pourquoi une fois devenu président M. Trump appelle l'Amérique à s'approprier des terres nouvelles et à forer, forer, forer son sol sans relâche.* » Promoteur immobilier, le président américain administrera d'abord son pays comme un chef d'entreprise, sans doute avec les inconveniences et les avantages qui en résultent. Conquérant, Donald Trump n'en est pas moins sensible au coût humain des entreprises guerrières. Il l'a prouvé lors de son premier mandat, refusant de poursuivre les aventures coûteuses de ses prédécesseurs. Aujourd'hui, il a la ferme intention de mettre fin à la guerre en Ukraine.

Le dernier aspect frappant du trumpisme concerne le ralliement qu'il a obtenu d'un personnage aussi emblématique que Elon Musk, qui se fait entendre tous les jours. On peut lui associer le nom de Mark Zuckerberg, le patron de Facebook. Serait-ce que la Réaction se trouve associée à l'hypermodernisme, celui de la Silicon Valley et de la révolution qui a dépossédé les médias de leurs puissantes influences ? Voilà qui rentre dans l'étonnante équation d'une investiture qui n'a pas fini de nous surprendre. ■

► J. D. Vance, *Hillbilly elegy*, Le livre de poche.

► Emmanuel Todd, *La défaite de l'Occident*, Gallimard.



SOURCE: WIKIPEDIA, PHOTO: G. GARTAN

Jérôme Garcin.

Chronique littéraire

Des pourris et des hommes

par André Pierre.

Affligé par l'oubli relatif dans lequel est tombé Jean Prévost, agacé par le retour en grâce de Louis-Ferdinand Céline et Lucien Rebatet, Jérôme Garcin revient, dans son dernier livre, sur l'attitude de certains écrivains français durant l'Occupation.

« Dans la Résistance, on est plutôt jeune (moins de quarante ans), poète fauché, et pas encore célèbre. Dans la collaboration, on est plutôt âgé (plus de cinquante ans), romancier, fortuné et bardé de titres ronflants. D'un côté, on prend tous les risques, on se réapproprie les symboles nationaux volés par Vichy, Jeanne d'Arc en tête, on travaille la langue pour mieux contourner la censure – jamais, d'ailleurs, la poésie n'a été plus inventive – et l'on joue son avenir. De l'autre, on tente de préserver de gros tirages et de sauvegarder, en même temps, les rubans et médailles dont on est gratifié, les lois traditionnelles d'une littérature qui prospère dans le régionalisme, le populisme et le moralisme. » C'est ce que Jérôme Garcin a retenu de sa lecture de *La Guerre des écrivains, 1940-1953* (Fayard, 1999), un essai que la sociologue Gisèle Sapiro a tiré de la thèse qu'elle a soutenue en 1994, sous la direction de Pierre Bourdieu.

Dans sa somme, la désormais directrice de recherche au CNRS et directrice d'études à l'EHESS, évaluaient les troupes en présence, après les avoir passées en revue – une analyse prosopographique de 185 écrivains.

Dans *Des mots et des actes. Les belles-lettres sous l'Occupation* (Gallimard, 2024), c'est aussi ce que fait l'ancienne cheville ouvrière du *Masque et la Plume*, l'émission radiophonique qu'il a animée de 1989 à 2023 sur France Inter. Mais si l'analyse de Jérôme Garcin corrobore pour une large part le travail de Gisèle Sapiro, elle est en revanche moins dichotomique. Elle n'oppose en tout cas pas aussi frontalement deux catégories de personnes dont la conscience individuelle et les actes auraient été déterminés par leurs conditions matérielles d'existence – principe élémentaire de philosophie marxiste qu'on retrouve dans *La Guerre des écrivains*.

Avec Sapiro comme avec Garcin, le lecteur retrouve deux grandes catégories d'écrivains. Il y a bien, d'un côté, chez l'une comme chez l'autre, les (nombreux) écrivains collabos. Ceux qui ont publié dans les organes de presse collaborationnistes (*Gringoire*, *Je suis partout*) ou dans la NRF dirigée par Pierre Drieu La Rochelle. Des antisémites délirants comme Louis-Ferdinand Céline ou, encore, « l'indigène à binocles », « romancier à l'eau de rose mais journaliste au vitriol » : Robert Brasillach.

Ceux qui, invités par Joseph Goebbels, ministre de la Propagande du Reich connaissant « cette vaniteuse naïveté des gens de lettres qu'on honore afin de mieux les circonvenir et puis disposer d'eux », avaient accepté d'être de l'un de ces voyages touristiques qu'il organisait pour leur faire découvrir l'Allemagne d'Hitler : Marcel Jouhandeau ou Jacques Chardonne. Et puis ce diplomate « impolitique » et « peu visionnaire » qui, « même à Londres, en 1940, [...] choisit Pétain contre de Gaulle » et supplia « qu'on le nomme à Bucarest, dans la Roumanie du maréchal Antonescu, dont les troupes auxquelles [il] trouvait de l'humanité, venaient de massacrer des dizaines de milliers de juifs » : Paul Morand. D'un autre côté, il y a bien, aussi, les écrivains et poètes de la Résistance. Ceux qui ont mis leur plume au service d'un autre monde, débarrassé du joug nazi. Des hommes de tous les âges, de tous les horizons : royalistes et catholiques comme Georges Bernanos, communistes (et barrésiens) comme Louis Aragon, républicains prêts à « défendre violemment des idées modérées » comme Jean Prévost.

Mais Jérôme Garcin, lui, insiste plus particulièrement sur un groupe d'écrivains constituant une sorte de zone grise : ceux qui, une fois l'armistice signé entre le Maréchal et le Führer, sont partis au soleil, n'ont pas envoyé de carte postale et sont revenus bronzés au moment de la Libération ; ou ceux qui, complaisants avec l'Occupant, n'ont dénoncé personne, se sont même évertués à jouer de leurs relations pour sauver des vies et qui, à l'instar de Jean Cocteau, furent surtout coupables « de légèreté, de

cérité et de vanité ». Jérôme Garcin n'oublie pas, par ailleurs, de noter que si Ramon Fernandez s'est malheureusement lui aussi fourvoyé dans la collaboration, il « ne céda [jamais] à l'antisémitisme », « glorifia "le juif Proust" tout au long de l'Occupation, prononça l'éloge funèbre de Henri Bergson, dont la philosophie symbolisait selon lui le "réveil de la pensée" – propos qui lui valurent, en réplique, les foudres épistolaires de Céline ». Il affine. Et c'est très bien ainsi. ■

► **Jérôme Garcin, *Des mots et des actes. Les Belles-Lettres sous l'Occupation*, Gallimard, octobre 2024.**

Roman

Chambre noire

Hikikomorie. Dans le silence de ma chambre, par Sophie Carquain, Albin Michel, octobre 2024.



« *Hikikomori* ». La sonorité de ce mot japonais peut faire sourire. La réalité qu'il recouvre n'a pourtant rien de réjouissant. Composée à partir du substantif *komoru* (retraite monastique) et du verbe *hiki* (être repous-

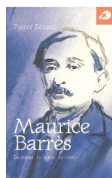
sé de l'extérieur vers l'intérieur), ce terme sert à désigner un phénomène répandu au sein de l'archipel nippon : celui de ces adolescents mal dans leur peau qui, au grand dam de leurs parents, s'isolent du monde pour vivre reclus dans leur chambre des années durant – et parfois jusqu'à ce que mort s'ensuive. Au départ purement japonais, le « modèle » s'est exporté. En même temps que les mangas, les sushis et la J-pop. On le trouve désormais chez nous, en Europe. Le roman de Sophie Carquain propose de plonger dans le quotidien de Sacha, une adolescente atteinte de phobie sociale et qui ne sort plus de sa chambre. Une expérience aussi émouvante qu'éclairante. ■

A. P.

Biographie

Barrès encore

Maurice Barrès. Le cœur, la terre, la mort, par Pierre Bénard. Portap parole, Arles, 2024.



La notoriété de l'écrivain Maurice Barrès (1862-1923), immensément célèbre et passionnément lu de son vivant, a décliné dès sa mort (Montherlant, *Barrès s'éloigne*, 1927),



sans qu'il ait jamais été complètement oublié, contrairement à tant d'autres académiciens français de son temps et de tous les temps. L'essentiel de son œuvre a été réuni en vingt volumes au Club de l'honnête homme (série vendue 60 euros récemment à Drouot, mais plus souvent trouvable autour de 250 euros), la fameuse collection Bouquins lui a consacré deux tomes et il y a sporadiquement quelques rééditions. Mais on le lit peu, même si les analystes de son œuvre sont prolifiques. L'année 2023, centenaire de sa disparition, a vu la parution de la biographie « définitive » d'Emmanuel Godo (*Maurice Barrès, le grand inconnu*, Tallandier, 688 pages) et de travaux présidés par l'académicien Antoine Compagnon. D'autres ont continué à se pencher sur un sujet qui présente, il est vrai, mille facettes parfois déconcertantes. Et c'est ce qui fait le charme – on n'osera pas dire indémodable – de ce chantre de la nation française.

Ainsi l'universitaire Pierre Bénard vient-il de commettre une nouvelle petite biographie. Et, même pour qui aurait lu une bonne part des quelque soixante livres de Barrès, cette plaquette mérite attention. Elle est comme une boussole réactualisée pour se diriger dans une œuvre foisonnante, mieux voir ce qu'il en demeure d'utile pour comprendre notre temps. Pierre Bénard connaît presque tout de Barrès et a beaucoup réfléchi sur ses résonances gaulliennes. Ses notations sont également un jugement désenchanté sur notre propre époque, peu capable de se reconnaître des maîtres... Il donne envie de relire Barrès et même de découvrir ce qu'on lit le moins de lui. Par exemple, « *cette chronique-fleuve de la guerre, qu'il semble avoir considérée, lui, comme la cime de son œuvre. Ceux qui en ont entendu parler imaginent fatalement un exercice de bourrage de crâne, un recueil de fanfares à la Paul Déroulède. Jetons la sonde dans cette marée de pages* ». Et le professeur Bénard de redonner toute son humanité à cet écrivain dont le plus grand talent était de se réinventer à chaque fois.

Pierre Bénard, par ailleurs éminent tintinologue, mérite d'être lu attentivement par les membres de la Société des lecteurs de Maurice Barrès (refondée en 2023 et présidée par l'ancien ambassadeur Dominique Decherf) comme par ceux qui n'auraient encore rien lu du grand Lorrain. Ils y trouveront une introduction chaleureuse, teintée d'une légère ironie très barrésienne et dans une langue impeccable, un hommage pédagogue à un monument de la littérature française. ■

FRÉDÉRIC AIMARD.

Biographie

Vie de Montaigne

Montaigne, par Stefan Zweig, PUF, Quadrige Poche, octobre 2024.



De 1941 jusqu'à son suicide en 1942, Stefan Zweig est au Brésil. Comme Georges Bernanos, qu'il rencontre à cette occasion. Mais si Sébastien Lapaque les a récemment fait dialoguer dans *Échec et mat au paradis* (Actes Sud, 2024), nul ne saurait rapporter avec exactitude ce qu'ils se sont alors dit. Zweig a-t-il fait part à l'ancien Camelot du roi de ses lectures sous le soleil de l'exil, quelque part entre Rio et Barbacena? Lui a-t-il dit qu'il redécouvrirait Montaigne, après l'avoir lu presque négligemment, des décennies plus tôt? Pas impossible. En effet, quelques jours avant de se donner la mort, Zweig travaillait encore une biographie du plus célèbre maire de Bordeaux, avant Montesquieu, Chaban-Delmas et Alain Juppé. Celle-ci, publiée à titre posthume, a fait l'objet d'une récente réédition, agrémentée d'une préface d'André Comte-Sponville.

Montaigne, Zweig le découvrit à vingt ans. À l'âge où, pour reprendre le titre d'un joli roman de Mathias Énard paru en 2010 (Actes sud), les jeunes gens ont avant tout envie qu'on leur parle « *de batailles, de rois et d'éléphants* ». Pas de modération. C'est pourquoi, bien que séduit par la beauté de la langue parlée par ce Français biberonné au latin dès l'enfance, Zweig n'en a pas tout de suite mesuré l'importance pour l'homme cherchant à rester libre tout en devenant soi-même. Pour qu'il y revienne enfin, il aura fallu pas moins de quarante ans, que son monde s'effondre et qu'éclatent de nouveaux « *orages d'acier* » (Ernst Jünger). Cela dit, à lire les belles pages qu'il consacre à l'auteur des *Essais* (1580), c'était peut-être bien là le temps qui lui était nécessaire pour en extraire la « *substantifique moelle* », si chère à Rabelais.

Une fois le livre refermé, les professionnels de la philosophie trouveront sans doute que Zweig ne rend pas à Montaigne tout ce qui lui appartient. Mais pour ceux qui ne connaissent que de nom celui qui fut aussi le conseiller d'Henri de Navarre, futur Henri IV, nul doute que cette biographie leur donnera l'envie d'y aller voir de plus près. ■

ANDRÉ PIERRE.



SOURCE: MUSÉE DE L'AIN.

Oyonnax, le 11 novembre 1943. Défilé des maquis de l'Ain, commandés par le commandant Romans-Petit.

Des royalistes contre les nazis (75)

Henri Romans-Petit (II) Les maquis de l'Ain

par François-Marin Fleutot.

L'aventure des maquis de l'Ain, avec notamment leur célèbre défilé dans Oyonnax, le 11 novembre 1943, figure parmi les plus belles pages de la Résistance. Professionnel de l'organisation, le royaliste Henri Romans-Petit entraîna ses hommes de succès en succès.

Dans l'Ain, dès le 25 juin 1940, les autorités allemandes et italiennes établissent la *Demarkationslinie*. Celle-ci passe par Bellegarde-sur-Valseline, le pont de Coupy et isole le pays de Gex (frontalier avec la Suisse). Le reste du département demeure en zone gérée par l'État français jusqu'en novembre 1942. Lorsque le capitaine Henri Petit arrive dans la région, début 1943, il n'y crée pas la Résistance, elle existe déjà. Le chef de l'Armée secrète, André Fornier (Bob) lui demande de prendre la direction des maquis dans les Dombes, le Bugey, la Bresse, etc. Sous son commandement, ils vont prendre une dimension spectaculaire, unique en France.

Son premier souci est de former des cadres pour diriger les réfractaires au Service du travail obligatoire (STO) et en faire des maquisards. Il rassemble quelques hommes au camp de la ferme des Gorges, près de Montgriffon, et crée son école de formation. C'est là que Julien Roche lui propose de changer son nom de guerre : Henri Petit, alias Moulin, devient le capitaine Romans. Pendant l'automne les maquisards isolés dans les montagnes, au creux des vallées, aux Granges, à Cize, à Chougeat, à Corlier, au Retord ; reçoivent la visite de ceux des Gorges. C'est la naissance des maquis de l'Ain.

L'organisation. – Le capitaine Romans va les organiser en petites unités (moins de 60 membres). Défendant la théorie « des maquis de harcèlement » contre celle « des maquis de rassemblement et de fixation » (Vercors, Glières, etc.). Certains le lui reprocheront plus tard.

« Tout doit être sacrifié à la liberté. Il n'y a pas de bien plus précieux que la liberté. »

Colonel Henri Romans-Petit

Romans, dès son arrivée, est un soldat qui dirige, forme et encadre ses hommes. Réalisant des objectifs militaires, des détournements de matériel, des sabotages qui éloignent les bombardements à l'aveugle. Il organise l'espionnage avec les réseaux anglais du SOE et les gaullistes du BCRA et surtout recherche des terrains pour les parachutages et les opérations « *pick-up* » (atterrissages de nuit d'avions Lysander ou Hudson). Pour la région, la section des atterrissages et des parachutages (AS, gaulliste) est dirigée par Paul Rivière secondé par sa secrétaire Geneviève qui deviendra la compagne de Raymond Fassin (voir *Royaliste* n° 1219). Dans un rapport pour Londres de juin 1944, le rédacteur souligne : « *Les Anglo-Américains ne doivent pas lésiner sur les moyens s'ils*

veulent gagner la confiance des Français et les détourner ainsi de la propagande de Moscou. » En affirmant une volonté toute gaullienne : « *La France doit se libérer elle-même.* »

Romans-Petit agit pour donner une autonomie à ses troupes. Celles-ci manquent de vêtements et de nourriture pour passer l'hiver. Le 10 septembre 43, il organise des commandos de récupération dans les dépôts du camp n° 43 des Chantiers de la jeunesse à Artemare. Comme l'écrira bien plus tard un des résistants (Marcault) : « *L'opération d'Artemare devenait donc, non pas une marque d'hostilité envers les autorités, mais un véritable acte de guerre qui faisait basculer les maquisards du camp de réfractaires à celui de rebelles.* » Poursuivant leur ravitaillement, ils renouvellent l'opération le 28, en s'emparant des vivres du dépôt de l'intendance militaire de Bourg-en-Bresse.

Les succès. – À peine deux mois plus tard, le 11 novembre, au nez et à la barbe des vichystes et de leurs amis d'outre Rhin, le chef des maquis de l'Ain, en grande tenue de capitaine, ayant « libéré momentanément » la ville d'Oyonnax, organise un défilé de 120 maquisards, chantant « *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine* ». Il vient déposer une gerbe de fleurs (en forme de croix de Lorraine, fabriquée par la fleuriste de la ville) avec ces mots : « *Les vainqueurs de demain à ceux de 14-18* ». L'information est immédiatement reprise dans le monde entier... Le capitaine Romans, celui que Philippe Henriot dénonce sur Radio-Paris (l'ancêtre de France Inter) comme un « *para russe évadé du ghetto de Varsovie* », devient sur la BBC le héros de la Résistance française.

Les maquisards de l'Ain, aux ordres de l'AS, ce qui les différencie d'autres maquis, vont organiser des commandos pour faire sauter les trains, saboter des usines, bloquer les voies navigables, etc. Évidemment, les nazis et leurs auxiliaires français, la Milice et les Groupes mobiles de réserve, vont instaurer des représailles violentes. Après le défilé d'Oyonnax la région est bloquée et les exécutions nombreuses.

Le chef de l'AS, André Fornier, est arrêté en octobre 1943 ; Henri Romans-Petit, officier de réserve, est nommé chef de la résistance pour l'Ain et le Haut-Jura. Il reçoit plusieurs visites des Londoniens. Lors de l'une d'elles (mission Musc, anglo-française), l'agent du SOE Richard Heslop et Yeo-Thomas confirment l'excellente organisation des camps-Romans.

À Londres, le 28 janvier 44, lors d'une réunion, Churchill, d'Astier de la Vigerie (voir *Royaliste* n° 1242) et Lord Selborne décident : « *de fournir un gros effort pour l'armement des maquis, laissant en deuxième priorité les opérations normales par le SOE... Les désirs du Premier ministre sont de procéder par priorité à l'armement des régions R1, R2 et R6. L'Ain*

étant l'un des départements compris dans la région RI.»

Dès janvier, ce sont trois ou quatre opérations journalières. Le 1^{er} juin 1944, dans la plaine de Port (Nantua), trente-six forteresses volantes parachutent en masse des armes. L'opération se répète en août dans la plaine d'Echallon.

Du côté de la Haute-Savoie, l'Armée secrète est dirigée par le royaliste Jean Vallette d'Osia depuis sa rupture avec le pétainisme. Comme le capitaine Romans, il défend les petits maquis. Ainsi le plateau de Glières, au-dessus d'Annecy et proche de la Suisse, s'impose vite comme un lieu propice pour recevoir les réfractaires. Après être passés dans l'Ain, les Savoyards reçoivent la visite de la mission franco-britannique qui homologue le plateau comme zone de parachutage.

Jean Vallette d'Osia est arrêté le 13 septembre 43 à Annecy. Reconnaisant les succès du capitaine Henri Romans-Petit, dans l'Ain, les dirigeants de la Résistance lui demandent de réorganiser les maquis de Haute-Savoie. ■

(À suivre : Henri Romans-Petit et la Libération.)

Brèves royales

■ **3 janvier. Amman.** – Décès de l'épouse du prétendant hachémite au trône d'Irak, Margaretha Lind, née en Suède en 1942, avait épousé en 1963 à Amman Ra'ad bin Zeid, né en 1936 à Berlin où son père, Zeid bin Hussein (1898-1970), le quatrième fils du chérif de La Mecque, dernier calife, était ambassadeur d'Irak. En 1958, celui-ci, ambassadeur à Londres, avait échappé au massacre du roi Fayçal II (né en 1935) et de la famille royale le 14 juillet à Bagdad. Ra'ad et son épouse, qui avait pris le nom de Majda, ont cinq enfants dont l'aîné, Zeid bin Ra'ad, né en 1964, est l'héritier présomptif. Ce dernier, diplomate jordanien, fut haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme de 2014 à 2018. Majda Ra'ad a été enterrée le jour même dans le cimetière royal en présence du roi de Jordanie Abdallah II.

La branche jordanienne descend du second fils du chérif Hussein, Abdallah Ier (1882-

1951), tandis que la branche irakienne descendait du troisième fils, Fayçal Ier (1885-1933). Ce dernier fut brièvement roi de Syrie du 8 mars au 25 juillet 1920 avant que le mandat français ne soit effectif.

■ **16 janvier. Bruxelles.** – Lancement des invitations pour la réception du Nouvel An du roi fixée au 4 février, soit plus tard que d'ordinaire en raison de la date butoir arrêtée au 31 janvier pour la formation d'un nouveau gouvernement. A la suite des élections du 9 juin dernier, le dirigeant du principal parti, le N-VA (Nieuw-Vlaamse Alliantie ou Alliance néo-flamande), Bart De Wever, a été désigné par le roi comme « informateur ». Sa mission a été reconduite à plusieurs reprises. Le roi l'a reçu dix-sept fois, la dernière fois le 7 janvier. La dix-huitième fois devrait être la dernière : soit il prêterait serment et prononcerait le discours du Premier ministre lors de ladite réception de vœux, soit il signifierait l'échec définitif des négociations, et le discours de vœux sera prononcé par le Premier ministre démissionnaire, Alexander De Croo, chargé des affaires courantes en attendant la tenue de nouvelles élections. Le quotidien belge *Le Soir* ironise au cas où la première hypothèse serait la bonne : « On aura droit alors à ce cliché pour le moins surprenant d'un politique républicain et séparatiste déroulant son allocution belgo-belge sous le lustre de la Salle du Trône du Palais, devant la famille royale et les plus hautes autorités belges... une cérémonie où les dirigeants de la N-VA, traditionnellement invités, ne se rendent d'ordinaire pas. Belgique, pays du surréalisme... »

■ **23 janvier. Monaco.** –

Journée de deuil national décrétée par le prince Albert II pour les obsèques à la cathédrale de Monaco du chef de gouvernement de la principauté (appelé ministre d'Etat), Didier Guillaume, décédé le 17. Ancien ministre français de l'Agriculture (2018-2020), il avait pris ses fonctions le 2 septembre 2024. Premier homme politique



La famille de Monaco et le ministre d'Etat, Didier Guillaume, récemment disparu.

choisi pour exercer cette fonction, traditionnellement occupée par des ambassadeurs ou des préfets, il ne dépendait que du Prince qui, depuis 2005, le nomme personnellement, après consultation du gouvernement français. Avant cette date, le chef de gouvernement était obligatoirement français et son nom proposé par l'Etat français au Prince.

L'intérim est assuré depuis le 10 janvier par Isabelle Berro-Amadei, monégasque, ancienne juge à la Cour européenne des droits de l'homme et ambassadrice de Monaco à Bruxelles.

■ **27 janvier. Auschwitz-Birkenau (Pologne).** – Commémoration du 80^e anniversaire de la libération du camp, en présence, pour la première fois, du roi Charles III d'Angleterre. La reine Elisabeth II s'était rendue en 2015 au camp de Bergen-Belsen en Allemagne ; la reine Camilla, alors princesse de Galles, était présente à Auschwitz pour le 75^e anniversaire en 2020. Le roi Charles, président d'honneur du *Holocaust Memorial Day Trust*, a reçu le 13 janvier des survivants au palais de Buckingham.

MARIE-JO YORK.

Famille de France

■ **Mgr le comte de Paris** a participé le 21 janvier à la messe d'hommage au roi Louis XVI en l'église Saint-Germain l'Auxerrois, ancienne paroisse des rois de France. Le prince a salué à cette occasion de nombreux militants enthousiastes.

Avis important

■ La NAR et Royaliste changent d'adresse et de numéro de téléphone depuis le 1^{er} janvier. Pour écrire au journal et au mouvement :

Nouvelle Action Royaliste
Lot 1674
101, rue de Sèvres, 75006 Paris

Pour nous contacter :
Téléphone : 01 71 06 32 91
lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr

Pour tout abonnement ou réabonnement, adresser vos chèques ou virement à notre éditeur : SPFC-ACIP, 60 rue de Fontenay, 92350 Le Plessis-Robinson.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (30 €) ☐ SIX MOIS (45 €)

☐ UN AN (70 €) ☐ UN AN SOUTIEN (140 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : ... Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

Royaliste

Directeur politique : **Bertrand Renouvin**
Directeur de la publication : **Yvan Aumont**

Rédaction-administration :

Nouvelle Action Royaliste

Lot 1674

101, rue de Sèvres, 75006 Paris

Téléphone : 01 71 06 32 91

lejourn@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151-5772

Publié par la NAR

Siret : 897 894 127 00017

Édité par **Spfc-Acip**

Siret : 418 382 149 00015

Imprimé par Atenor

Siret : 398 678 219 00021

Dépôt légal à publication - CPPAP n° 0425 D 84



D.R.

Par Bertrand Renouvin

Une fraternité effective

Dans la « *société des individus* » analysée par Marcel Gauchet, tout le monde n'a pas envie d'être individualiste. Dans la France archipelisée décrite par Jérôme Fourquet, tout le monde ne partage pas le mode de vie américanisé qui est favorisé par la prétendue « *société de marché* ». Une nation ne bascule jamais tout entière dans une nouvelle normalité culturelle et idéologique. La dynamique d'ensemble, individualiste et néolibérale, ne détruit pas les habitudes, les comportements ni les aspirations de millions de citoyens.

Il n'y a pas lieu d'opposer deux France, l'une réactionnaire, l'autre progressiste. La fin de la structuration religieuse de notre société a entraîné des changements irréversibles dans les esprits, dans les rituels collectifs comme dans les familles, sans qu'on assiste à un éclatement social généralisé. Pour faire court, le comportement des jeunes cyclistes en milieu urbain donne une expérience immédiate de l'anomie – de l'indifférence résolue à la loi –, mais les mêmes et leurs victimes potentielles fêtent Noël en famille sans pour autant aller à la messe.

Le même paradoxe s'observe à l'échelle de la nation. Les attitudes égoïstes dans le domaine privé comme dans la vie publique sont possibles en raison des forces collectives qui se conjuguent pour empêcher que la société ne s'effondre dans la guerre de tous contre tous. Malgré les attaques portées par les néolibéraux, malgré les corporatismes, il reste assez de serviteurs de la nation pour accomplir les missions de l'État, assurer le fonctionnement des services publics et la protection sociale. Malgré les bas salaires et les mauvaises conditions de travail, il y a d'innombrables ouvriers et employés de la maintenance qui assurent, jour et nuit, la sécurité, le confort et les loisirs de tous.

La conjonction de la puissance publique et des classes laborieuses ne suffirait pas à empêcher la dislocation de notre société. Il faut que la nation puisse compter sur l'engagement bénévole de 12 à 15 millions de citoyens qui consacrent du temps et de l'argent à des tâches d'intérêt général dans des associations caritatives, sportives, écologiques, professionnelles et dans les syndicats... Cette fraternité effective est indispensable au renforcement des liens sociaux et, souvent, à la survie de concitoyens frappés par la misère. Cette fraternité visible, mesurable par le nombre de donateurs et d'adhérents, n'est pas à célébrer comme une vertu, à des fins d'édification morale, avant de vaquer à ses occupations. Le bénévolat démontre, au rebours des thèses néolibérales et de la morale utilitariste, qu'il existe dans

toutes les sociétés, y compris les plus modernes, une économie du don qui fluidifie les rapports sociaux et les échanges économiques.

On ne saurait cependant s'en tenir au constat éminemment positif de l'engagement bénévole. Dans son article conclusif sur la nébuleuse écologiste (page 12), François Gerlotto note qu'un million de nos concitoyens participent activement au combat pour la défense de l'environnement alors que l'on compte quelques milliers de militants dans les partis écologistes. Ceux-ci n'en sont guère troublés puisque leurs maigres effectifs permettent d'obtenir, parfois, de bons résultats électoraux. Le même constat peut être fait pour les partis socialiste et communiste : pourquoi si peu de militants alors que d'innombrables citoyens luttent quotidiennement pour la justice sociale ?

On pourrait dire : à chacun son domaine et tout le monde se retrouve le jour des élections ! Cette répartition des tâches serait concevable si les partis politiques de gauche formaient des avant-gardes respectées, alors qu'ils souffrent du même discrédit que les formations de droite. Au Parlement, au gouvernement, dans la presse nationale, on se préoccupe des associations caritatives ou écologiques pour récupérer des voix, mais leurs propositions pèsent peu au regard des normes budgétaires imposées par Bruxelles et des réactions des marchés financiers. Quant aux syndicats, nous savons que leurs mobilisations massives ne font plus bouger les gouvernements depuis bientôt quinze ans.

Il ne s'agit pas de remettre au goût du jour la métaphore du « *pays réel* » contre le « *pays légal* » puisque le bénévolat s'inscrit dans la légalité républicaine – qui devrait être beaucoup plus fidèle aux principes de la République. L'idéal de fraternité doit recevoir de nouvelles applications concrètes. L'exigence d'égalité peut engendrer de nouvelles politiques publiques. Tout en restant attentifs aux paradoxes de notre société, il faudrait s'appuyer sur l'impressionnante dynamique sociale qui nous permet de survivre au néolibéralisme et à l'inertie des élites – qui reprennent en ce moment le mythe de la France paresseuse afin de faire retomber le poids de leurs échecs et de leurs fautes sur le peuple français.

La mobilisation des énergies citoyennes pour la reconstruction du pays ne se fera pas à l'appel d'un tribun. Elle pourra s'accomplir par la médiation de nouveaux partis politiques, par la planification démocratique et la participation des citoyens aux entreprises que la nation aura décidé de se réapproprier. ■

Sommaire

- Page 2** Gauches : chacun prend son risque.
- Page 3** Mayotte : l'essentiel reste à faire. – Sur le mur de Jean Chouan.
- Page 4** Écologistes : un parti en crise. – La politique au crible.
- Page 5** La fiction du marché de l'électricité.
- Page 6** Bruxelles-GAFAM : le torchon brûle. – Agriculture : Henri Nallet.
- Page 7** Elon Musk : l'Europe vue de Mars.
- Page 8** La Géorgie sous pression.
- Page 9** Voix étrangères. – Les Faits marquants.



- Pages 10-11** La paix, combien de divisions ?
- Page 12** Nébuleuse écologique : les associations.
- Pages 13-14 Les Livres :** Le Joint français. – Le sacrifice paysan. – La Révolution et ses imaginaires. – L'Afrique religieuse.
- Page 15 Les Idées :** Le phénomène Donald Trump.
- Pages 16-17 Lettres :** Des pourris et des hommes. – Vie de Montaigne. – Barrès encore. – Hikikomorie.
- Page 18** Des royalistes contre les nazis : Henri Romans-Petit (II).
- Page 19** Brèves royales. – NAR.
- Page 20 Éditorial :** Une fraternité effective.